



Abus sexuels Le témoignage de Pascal B. contre le prêtrepsy Anatrella

PAGES 16-18

Justice Revers de fortune pour Laeticia





Roland-Garros Les Français prennent le tournoi à bras le court

PAGES 22-23

# ÊDITORIAL

Par LAUREN'I JOFFRIN

# Retrouver le rythme

Le bio est un progrès. Mais le bio est aussi un marché C'est là que tout se complique. Personne ne peut se plaindre de voir les aliments plus sains – sans pesticides notamment envahir étals et rayons. La santé publique y gagne, l'agriculture y trouve son compte en se ménageant de nouveaux débouchés movennant reconversion. Mais l'appétence du consommateur pour le bio aiguise aussi les appétits de l'industrie agro-alimentaire. Pour satisfaire cette demande nouvelle, celle-ci est tentée de forcer la production, par exemple en proposant en hiver certains fruits ou certains légumes qui poussent naturellement en été. Elle recourt alors à la culture en serre, indifférente au temps qu'il fait. Problème: l'agriculture en serre consomme des énergies fossiles et produit donc, à la fois, des tomates ou des fraises plus saines mais aussi des quantités de gaz carbonique supérieures, très dommageables au climat. C'est souvent la difficulté de la transition écologique: il ne suffit pas d'améliorer les produits, il faut aussi réformer leur mode de production en établissant un bilan carbone global. On le voit en matière énergétique : les éoliennes produisent une électricité renouvelable, calcul gagnant. Mais si la production d'éoliennes exige minerais en abondance et machines dispendieuses en pétrole, on perd d'un côté ce qu'on gagne de l'autre. Même chose pour les panneaux solaires, plus écolos mais coûteux en minerais rares. La conclusion s'impose d'elle-même: la révolution verte est aussi une révolution des modes de vie. Il faut manger bio, mais aussi retrouver le rythme des saisons, qui impose le rvthme des menus: en hiver, on mange des poireaux, des choux ou des carottes. En été des tomates, des poivrons et des courgettes, Compliqué? Il y a des révolutions plus douloureuses...



Face à la demande croissante des consommateurs, le marché de l'alimentation biologique est massivement investi par la grande distribution. Rachat de réseaux, production et vente hors saison: certaines enseignes modifient en profondeur les pratiques. Au risque de fragiliser la philosophie du secteur.

# DÉCRYPTAGE

Par
AURORE COULAUD,
MARGAUX LACROUX,
AUDE MASSIOT
et CORALIE SCHAUB

as de tomate bio en hiver!
Non à l'industrialisation
de la bio!» Voici le mot
d'ordre d'une pétition lancée mardi
soir par la Fédération nationale
d'agriculture biologique (Fnab), la
Fondation Nicolas-Hulot pour la

nature et l'homme, Greenpeace et le Réseau Action-Climat et relayée en avant-première sur *Libération.fr* (lire aussi page 3). Avec, pour premiers signataires, une cinquantaine de chefs et de restaurateurs, dont certains sont étoilés et plusieurs œuvrent dans la restauration collective. Son but? Obtenir du ministère de l'Agriculture l'interdiction de la production de fruits et légumes bio hors saison, sous serres chauffées au gaz ou au fioul, lors du prochain vote du Comité national

de l'agriculture biologique, le 11 juillet. Une «aberration gustative, agronomique et environnementale», plaquée sur le modèle conventionnel productiviste. Qui serait contraire à la philosophie de «la» bio telle que la concevaient les pioniers: un «mode de vie», un «projet de société» respectueux de l'environnement et de la biodiversité, qui valorise le lien social, avec une juste rémunération pour l'agriculteur et des produits de saison pas suremballés dans du plastique.

«La» bio perdrait ainsi son âme au profit «du» bio, au masculin, réduit à la seule dimension du mode de production (sans pesticides pétrochimiques). Et symboliserait l'industrialisation à marche forcée d'un secteur qui ne représente encore qu'environ 5 % du marché alimentaire français, mais bénéficie d'un boom de la consommation (+17% en 2017). Le gouvernement espère gonfler les surfaces en bio à 15% pour 2022.

# A quel point le bio est-il grignoté par la finance et la grande distribution?

Convoitées par des investisseurs, les enseignes historiques ont presque toutes perdu leur indépendance. A commencer par la Vie claire, pionnière fondée en 1948. Deuxième réseau bio spécialisé en France avec plus de 350 magasins, elle est, depuis 2010, détenue par un holding du président de Bjorg Bonneterre et Compagnie, majoritaire, ainsi que par une filiale de la banque Natixis. «Le rachat de la Vie claire a été vécu comme un séisme, assure So- Suite page 4



# L'agrobusiness referme ses serres sur les tomates biologiques

Le chauffage des serres s'appuyant à 80% sur les énergies fossiles, les acteurs traditionnels s'alarment d'une trahison de l'esprit du bio. Ils appellent dans une pétition à l'interdiction de la pratique.

aut-il interdire la production de fruits et légumes bio sous serres chauffées? Depuis quelques mois, la question divise le monde agricole français. Car la croissance à deux chiffres du marché des produits issus de l'agriculture biologique attire les acteurs du «conventionnel» (autrement dit, de l'agriculture utilisant des engrais et pesticides de synthèse), qui commencent à convertir des serres chauffées en bio. Pour l'heure, le phénomène est marginal. Les serres chauffées en bio couvrent 50 hectares en France, à peine 0,2% des quelque 24 000 hectares de

cultures de légumes bio. Mais les surfaces croissent vite. Une soixantaine d'hectares de bio sous serres chauffées sont en projet en Bretagne, une quarantaine dans les Pays de la Loire. Un développement encouragé par les poids lourds du «conventionnel». Parmi eux, les géants de la tomate que sont les coopératives bretonnes Cerafel (marque Prince de Bretagne) et Coopérative maraîchère de l'Ouest (Savéol). Mais aussi le syndicat majoritaire FNSEA, l'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture), le réseau de coopératives Coop de France, l'association des coopératives de fruits et légumes Felcoop, ou la fédération de producteurs Légumes de France.

# Bilan carbone désastreux

De quoi faire bondir les acteurs traditionnels de l'agriculture biologique. A leurs yeux, le bio sus serre chauffée est «un non-sens environnemental incompatible avec le label bio». D'abord parce qu'il s'agirait de produire à contre-saison pour inonder les étals de tomates ou de fraises bio en hiver. Ensuite, parce que 80 % des serres chauffées en France le sont aujourd'hui par des énergies fossiles, gaz ou fioul. Résultat, un bilan carbone désastreux. Selon une étude de l'Ademe brandie par les «bio» historiques, une tomate produite en France sous serre chauffée émet 8 fois plus de gaz à effet de serre qu'une tomate produite en France en saison et même 4 fois plus qu'une tomate importée d'Espagne (où elles sont cultivées sous serre, mais sans chauffage). Le bio sous atmosphère chauffée serait aussi incompatible avec la démarche agronomique défendue par le modèle biologique. «Pour être rentables, les systèmes basés sur le chauffage, coûteux, vont se spécialiser sur des cultures à forte valeur ajoutée, en particulier la tomate et le concombre. Avec, à la clé, moins de rotations et un appauvrissement des sols», s'inquiète Sophia Majnoni d'Intignano, déléguée générale de la Fédération nationale d'agriculA ce jour, seulement 50 hectares de bio sont exploités en serres chauffées en France. Mais les projets se multiplient. 3

PHOTO JEAN-CLAUDE MOSCHETTI . REA

ture biologique (Fnab). Dès juin 2018, la Fnab et le syndicat des transformateurs et distributeurs bio (Synabio) ont donc demandé une interdiction formelle de cette pratique en bio (sauf pour la production de plants et la mise hors gel), dans le cadre de la rédaction du «guide de lecture» censé définir les modalités d'application en France du nouveau règlement bio adopté par l'UE en mai 2018. Car rien n'interdit aujourd'hui explicitement d'utiliser de l'énergie fossile pour faire pousser des fruits et légumes bio, puisqu'en l'absence de projets de ce type jusqu'ici, il n'existait pas de position française sur le sujet. La question devait être tranchée en décembre lors d'un vote du Comité national d'agriculture biologique (Cnab, un organe rattaché à l'Institut national de l'origine et de la qualité), sur un texte indiquant que le chauffage «est possible dans le respect des cycles naturels (pas de production de contre-saison, exemple : tomate, courgette, concombre, aubergine, poivron...) lorsqu'il utilise des ressources renouvelables produites sur l'exploitation».

# «Distorsion de concurrence»

Mais sous la pression des acteurs conventionnels, le ministère de l'Agriculture a reporté le vote. Puis une nouvelle fois en avril, cette fois au 11 juillet. D'ici là, chacun fourbit ses armes. Côté «bio», on dégaine la pétition (à lire sur Libé.fr), dans l'espoir de convaincre le ministre. Et on organise ce mercredi en Bretagne une conférence de presse avec des maraîchers bio mais aussi des responsables de l'enseigne spécialisée Biocoop et de Carrefour, qui s'est engagé à ne plus vendre de fruits et légumes bio hors saison. Côté «conventionnel», on convoque aussi les médias ce mercredi pour expliquer que «le chauffage des serres est une technique culturale conforme aux règles de production bio, qui est pratiquée librement dans les autres États membres de l'UE». L'interdire en France créerait une «distorsion de concurrence» et «reviendrait à faire une croix sur une production bio française de qualité, dans le respect de nos normes sociales élevées, avec la garantie de volumes répondant à la demande des opérateurs de l'aval».

Les pro-serres mettent aussi en avant des «raisons sanitaires»: selon eux, le chauffage permet notamment «de déshumidifier l'air en réduisant la pression de certains ravageurs et de maladies comme le mildiou, évitant ainsi des traitements au cuivre». Pour ménager le climat, «nous proposons de travailler sur les économies d'énergie, par exemple en choisissant des serres moins difficiles à chauffer que d'autres, et sur l'utilisation d'énergies renouvelables telles que la biomasse, les pompes à chaleur ou le biogaz issu de la méthanisation», assure Claude Cochonneau, le président des Chambres d'agriculture. Surtout, promet-il, il ne s'agira pas de «faire de la culture bio intensive permanente : l'idée est juste de planter et récolter dans l'année - la tomate plantée en ianvier est récoltée au printemps – et d'allonger de quelques semaines la période naturelle de production en chauffant en début et en fin de saison, pour mieux rentabiliser les investissements». Pour espérer un compromis en juillet, le tout sera peut-être de définir précisément ces «quelques semaines

CORALIE SCHAUB

# **NDEYE SOUMARÉ** «SI LE LABEL NE RESPECTE PLUS LES SAISONS, IL PERDRA DU SENS»



Cheffe de cuisine à la cité scolaire Chaptal (Paris), 2000 repas quotidiens.

«Nous sommes engagés depuis trois ans dans une démarche bio et locale et nous utilisons déjà 30% de produits bio. Il a fallu sensibiliser les équipes et vaincre les scepticismes con-

cernant l'intérêt du label bio. Si celui-ci ne respecte plus les saisons, si les serres chauffées sont autorisées, il perdra de son sens et la motivation qu'il faut pour mettre en œuvre de bonnes pratiques sera entamée. L'enjeu est d'autant plus important que la restauration collective, souvent décriée, est à un tournant : si dans nos cuisines on ne redonne pas de sens à l'alimentation, on finira par avoir partout les mêmes plats industriels. Et puis, dans une cité scolaire comme la nôtre, l'enjeu éducatif est primordial. Apprendre aux jeunes à attendre la saison pour manger des tomates ou des fraises, c'est leur apprendre à se reconnecter aux rythmes naturels mais aussi à maîtriser leurs désirs.»

Recueilli par C.Sc.

CÉLINE LE GALL ET YANN ANDRÉ

«DES LÉGUMES D'HIVER, IL Y EN A PLEIN...»



A la tête du «restaurant militant» La Renverse, à Saint-Froult (Charente-Maritime).

«Fourvoyer l'idée de bio en ne s'appuyant pas sur les saisons est dangereux, y compris pour la crédibilité du label AB. Il doit intégrer dans ses critères la notion de distance pour éviter le

bio importé, mais aussi la saisonnalité. Travailler de bons produits, qui ont du goût, n'est possible qu'en s'appuyant sur le cycle de la nature, pas en luttant contre. Une tomate de plein été en bio et une autre produite sous serre chauffée, ce n'est pas le même fruit : la première a une saveur sucrée, acidulée, une profondeur de goût; l'autre est plus plate, rarement mûre à point, on a du mal à l'appeler tomate. Notre "cantine rurale" propose un menu unique différent chaque jour, en fonction des produits que nous trouvons, idéalement bio, locaux et de saison. Des légumes d'hiver, il y en a plein: navets, panais, carottes, poireaux, choux... Cela oblige à une certaine créativité et rend le métier intéressant.» Recueilli par C.Sc.

CHRISTOPHE DEMANGEL
«SI C'EST POUR FAIRE DU BIO
INDUSTRIEL, C'EST PAS LA PEINE!»



Chef au collège Jules-Grévy de Poligny (Jura), 1000 repas quotidiens. «Les fraises en hiver, ça me donne de l'urticaire. Les serres chauffées c'est le début de tout, à ce compte-là on risque d'autoriser dans trois ans des pesticides aujourd'hui interdits en bio. Si c'est pour faire du bio indus-

triel, c'est pas la peine! Dans une cantine, on peut faire une cuisine intuitive, vivante, pédagogique. J'en suis fier, je regarde les élèves dans les yeux et j'attends le petit bonjour, le petit merci. Quand ils comprennent pourquoi je me décarcasse à choisir du local, du bio et de saison, c'est gagné. A 1,99 euro HT de coût en matières premières, la qualité ne revient pas plus cher. Et il y a moins de gaspillage: je n'ai que 50 grammes de déchets par assiette, dont 30 que je mets au compost, contre 125 à 150 grammes ailleurs. Des industriels essaient de me corrompre pour que j'achète leurs produits de merde en échange de chèques cadeaux ou de vin, c'est un scandale. Je sais pourquoi et pour qui je travaille: les enfants.»

Recueilli par C.Sc.

Suite de la page 2 phia Lakhdar, présidente de l'association Bio Consom'acteurs. Tout comme celui de Bio c Bon par le principal acteur des grandes et moyennes surfaces au Japon» [qui a pris 20% du capital fin 2018, ndlr].

Cet autre exemple de financiarisation est plus controversé. Via la société Marne et Finance, des contribuables peuvent investir dans Bio c Bon et, au passage, bénéficier d'une réduction fiscale. Mais l'Autorité des marchés financiers a lancé l'alarme: les contrats et prospectus de ces placements «sous-estiment les risques» et «certains agissements identifiés» pourraient «constituer une infraction pénale».

D'autres enseignes pionnières se sont abandonnées aux mastodontes de la grande distribution française. qui ont aussi leurs propres gammes et magasins bio. Créé dans les années 70 par un couple d'agriculteurs, Naturalia a été gobé en 2008 par Monoprix (groupe Casino). L'enseigne a acquis de petits indépendants en Alsace et compte désormais 170 magasins en France. En 2018, les Comptoirs de la bio ont cédé 16% de leur capital au groupe les Mousquetaires, propriétaire d'Intermarché. La même année, Carrefour a acquis une petite chaîne locale du Sud-Ouest, So.bio, qui devrait faire des petits.

«Les grandes et moyennes surfaces en France sont des mastodontes par rapport aux réseaux spécialisés qui risquent d'être écrasés», s'inquiète Sophia Lakhdar. Elle précise que la France fait encore figure d'exception. En Allemagne ou en Italie, «tous les réseaux de distribution, même les petits», ont été grignotés. Dans l'Hexagone, trois gros indépendants subsistent, L'irréductible le plus connu est Biocoop, projet coopératif fondé en 1986 Deuxième poids lourd du marché du bio après Carrefour, il compte environ 580 points de vente. Les Nouveaux Robinsons, présents en Ile-de-France et issus d'une scission avec Biocoop, sont eux aussi restés indépendants. Idem pour Biomonde, 200 magasins en France, qui a désormais à sa tête un DG passé par Auchan, Leclerc et Naturéo ainsi qu'un responsable du développement débauché chez Intermarché.

# La grande distribution rémunère-t-elle mieux les producteurs en bio?

Pour Emmanuel Aze, arboriculteur dans le Lot-et-Garonne et membre de la Confédération paysanne, le bio n'est pas par essence synonyme de meilleure rémunération: «Ce qui permet aux agriculteurs bio de mieux s'en sortir est la situation de sous-offre française, où la production est inférieure à ce que les consommateurs demandent.» Les producteurs profitent donc d'un rapport de force avantageux face aux distributeurs. «Quand on est dans un marché en pénurie comme actuellement, si Carrefour exigeait de la part du producteur de bio des prix excessivement bas, celui-ci aurait toute liberté de vendre ses produits à un autre distributeur de «Ce qui permet aux agriculteurs bio de mieux s'en sortir est la situation de sousoffre française, où la production est inférieure à ce que les consommateurs demandent.»

**Emmanuel Aze** arboriculteur dans le Lot-et-Garonne, membre de la Confédération paysanne

la grande distribution ou un acteur du monde spécialisé», confirme Benoit Soury, de Carrefour.

Pour éviter que cet équilibre bascule quand la production arrivera au niveau de la demande, les agriculteurs bio se sont protégés en se regroupant au sein de coopératives régionales ou de filières. Cela leur permet de ne pas devenir dépendants d'un seul acheteur et de pouvoir mieux négocier. Par exemple, les systèmes U ont conclu un partenariat avec la coopérative Biolait, qui travaille aussi avec Biocoop, et a fixé des prix minimums d'achat pour l'année, calculés pour permettre aux laitiers de survivre décemment

#### La grande distribution réalise-t-elle plus de marges sur le bio?

C'est ce qu'affirme l'UFC-Que Choisir dans une enquête de 2017 qui les estime multipliées par deux. «Absolument faux, selon Benoit Soury. La marge sur les produits bio faite par Carrefour est identique à celle sur le non bio, en tenant compte du taux de perte sur les fruits et légumes bio un peu plus élevé en magasin, en particulier en vrac.»

Împossible de savoir qui dit vrai. L'Observatoire public de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, qui étudie ces questions pour le conventionnel, ne s'est pas encore penché sur le bio. Un agriculteur, qui a préféré rester anonyme, a confié à Libération ses prix pour une ferme moyenne: «Pour les tomates, qui ne sont pas notre spécialité, on vend le kilo en direct à un magasin indépendant à 2,40 euros hors taxe. Chez une plateforme de Biocoop, c'est 1,60 euro le kilo. Nous, notre coût de revient, c'est environ entre 1,20 et 1,40 euro par kilo. Notre marge est donc respectivement d'un euro et de 40 centimes par kilo, sachant que cela ne nous revient pas entièrement dans la poche. Sur les salades, les marges sont beaucoup plus importantes.»

## Les agriculteurs sont-ils aidés pour leur conversion?

Chaque jour, plus de 20 fermes se convertissent au bio en France. Les agriculteurs ont besoin de se sentir épaulés lors du passage d'un modèle à l'autre. Ils peuvent en théorie compter sur un chèque provenant de la politique agricole commune (PAC) européenne, essentiel pour compenser les grosses pertes lors des premières années de conversion. L'argent est versé à la France, qui le distribue via les régions.

Mais à cause d'un bug du logiciel de calcul des aides au bio, certains agriculteurs poireautent depuis trois ans. Dans le pétrin à cause de ces retards ubuesques, certains ont même porté plainte contre l'Etat. Fin mars, 15% des dossiers 2016 et 38% de ceux de 2017 n'avaient toujours pas touché leur dû, tandis que les versements pour 2018 ont enfin démarré. Tout sera rentré dans l'ordre avant le 30 juin, promet le ministère de l'Agriculture.

En attendant, les agriculteurs peuvent se rabattre sur le coup de pouce des industriels et de la grande distribution. Eux ont intérêt à développer le juteux bio français



Dans une cantine de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), en mars 2016. La commune sert à 900 enfants des déjeuners 100% bio dans trois cantines scolaires.

MONGE, MYOP

5



et à sécuriser leur approvisionnement.

A l'instar de Danone pour les 2 Vaches, les grandes et moyennes surfaces se sont lancées dans l'opération séduction en promouvant des contrats de long terme. Depuis 2018 Carrefour s'engage sur trois à cinq ans avec les candidats à la conversion, toutes filières confondues. Benoit Soury, son directeur du marché bio et ancien de la Vie claire, précise que le contrat est non exclusif pour «ne pas enfermer les agriculteurs». Une autre partie de la production peut donc être vendue à des concurrents. Carrefour avance aussi l'aide de l'Etat dans certains cas mais refuse de dire combien d'agriculteurs sont concernés.

Leclerc a suivi le mouvement début janvier: des contrats de cinq ans avec une coopérative bretonne de producteurs de pommes. La première année, le jus est vendu avec le conventionnel, les deux années qui suivent, il alimente une marque créée pour l'occasion, «Récoltons l'avenir», qui met en avant la production d'agriculteurs en conversion, puis à partir de la quatrième année, direction la marque Bio Village. Enfin, depuis 2017, Intermarché œuvre via Agromousquetaires à la conversion de la filière porc, encore très peu présente en bio sur le territoire. «Une dizaine d'élevages» bénéficient de contrats de douze ans au lieu de dix en moyenne, de quoi s'approvisionner en porc bio 100 % français d'ici la fin de l'année.

Des contrats longs, c'est bien, mais «plus souples» c'est mieux, plaide le directeur de l'Agence bio, Florent Guhl. Ainsi, «si l'agriculteur a des volumes un peu différents de ce qui était prévu, on les lui achète quand même» et on prévoit des débouchés pour l'ensemble de la production, qui est plus diversifiée.

Gare aussi aux conversions par opportunisme plutôt que par conviction. Pour Stéphanie Pageot, secrétaire nationale de la Fnab et éleveuse, les agriculteurs ont «surtout besoin d'un accompagnement technique», via des formations, pour pérenniser l'activité en bio. Là aussi, la grande distribution a son

# Le cahier des charges bio protège-t-il suffisamment le bien-être animal?

Certaines régulations sont prévues par le label Eurofeuille, Par exemple, les animaux doivent voir la lumière du jour régulièrement, sont nourris par des «aliments bio variés» et ne peuvent être ni attachés ni isolés. Certaines mutilations pratiquées dans le conventionnel restent en revanche autorisées: la castration, sous anesthésie ou analgésie, l'écornage des vaches, la coupe des queues et l'épointage des volailles (coupe d'une partie du bec). Le tout pour éviter aux animaux de se blesser dans leurs espaces restreints, pourtant bien que plus grands que dans le conventionnel. «Le règlement bio est de plus en plus dévalorisé, assure Sophia Lakhdar. Biocoop a imposé des cahiers des charges plus restrictifs. Par exemple, chaque année, en fonction des stocks halieutiques, ils définissent des zones de pêche autorisées et les fournisseurs doivent s'adapter.» Un nouveau règlement européen sur le bio a bien été adopté l'an dernier, mais avec peu d'avancées. Après quatre ans d'intenses débats entre les institutions européennes, une problématique centrale, la taille des élevages, n'a pas abouti à plus de restriction. En Italie, il existe par exemple des exploitations bio rassemblant 100 000 poules. ◀

# **LES LABELS**



## AB ou eurofeuille (label européen)

Les deux ont le même cahier des charges: interdiction des pesticides et engrais de synthèse ainsi que des OGM (même s'il peut y avoir des résidus). L'utilisation de médicaments, antibiotiques et additifs est très limitée. Depuis 2009, le label européen a remplacé tous les labels nationaux, dont AB. Le logo français reste indiqué parce que les consommateurs le connaissent à 97%, contre 59 % pour l'eurofeuille. Pas de restrictions sur les conditions de travail des salariés.



#### Nature & **Progrès** Cahier des charges pionnier avec des standards

plus exigeants d'agriculture paysanne et locale. Comme pour «Ensemble» de Biocoop, le label ajoute un volet social et local, plus équitable, et veille à la juste rémunération du producteur.



# Demeter

Un label conçu pour les agriculteurs déià certifiés bio qui sont allés plus loin en pratiquant la biodynamie. Pas de traces d'OGM, ni pesticides, mais un zeste d'ésotérisme. Les produits transformés doivent provenir à 90 % de matières premières elles aussi certifiées Demeter. Deux tiers de ce que mangent les animaux doit être certifié Demeter.



# Bio Cohérence

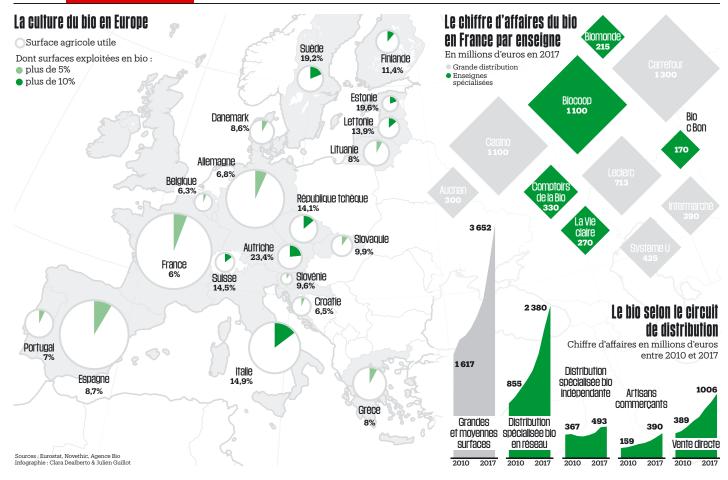
Créé en 2010. ce label se fonde sur l'ancien cahier des charges fran-

çais, plus strict. Les produits proviennent de fermes 100% bio. Plus exigeant sur le bien être de l'animal et son alimentation, il interdit l'emploi de travailleurs détachés. Culture sous serres chauffées interdite.



Bio **Partenaire** Produits équitables. réservés aux

magasins bio spécialisés.



# Enseignes: comment séparer le bio grain de l'ivraie

Des petits magasins à la grande distribution, l'intérêt pour le bio est largement partagé. Les pratiques vertueuses, un peu moins.

est une bonne nouvelle aue la grande distribution investisse massivement dans le bio, assure Thierry Mercier, propriétaire d'une exploitation de polyculture et d'élevage en bio et membre du Comité national d'agriculture biologique Cela va participer à la popularisation de la production sans pesticide. Mais cela ne doit pas être fait n'importe comment. Les producteurs doivent garder le contrôle sur les prix.» Si on s'intéresse aux pratiques vertueuses, la séparation entre grande distribution et réseaux spécialisés n'est pas si évidente.

Carrefour, premier sur le marché avec un chiffre d'affaires en bio de 1,3 milliard d'euros – sur les 8 milliards que pèse au total la filière en France – tente de coller aux valeurs de «la» bio, comme disent les pionniers de ce «projet de société». Pour séduire des consomma-

teurs sensibles à ces questions, l'enseigne commercialise des semences anciennes, a récemment interdit la vente de fruits et légumes hors saison en bio et accompagne des agriculteurs dans leur conversion (lire page 2). «Carrefour est attaché à son image de bio régional et pour assurer leurs approvisionnements en produits locaux, ils rémunèrent bien les agriculteurs, affirme Arnaud Daligault, maraîcher bio depuis douze ans en Ille-et-Vilaine. C'est une stratégie commerciale dans laquelle, nous producteurs, on se retrouve.» Le distributeur français espère, grâce à cela, atteindre 2,2 milliards d'euros de chiffres d'affaires en bio d'ici 2022.

Opaque. Pour se tailler une part du marché, les concurrents ont suivi avec, parfois, des pratiques prédatrices calquées sur celles du secteur conventionnel. Leclerc veut ainsi ouvrir 200 marchés spécialisés d'ici 2020. Mais à quel prix? «Même pour le bio, Leclerc poursuit sa politique des prix les plus bas et, pour cela, saigne les producteurs en rognant au maximum leurs prix via leurs centrales d'achat, confie un agriculteur voulant rester anonyme. Ils s'en fou-

tent des producteurs. Seules leurs petites antennes locales proposent des prix corrects.» Des pratiques corroborées par un autre paysan depuis longtemps dans le secteur.

Côté réseaux de magasins spéciali-

sés, l'explosion de la demande a aussi conduit, parfois, à des changements de conduite, à rebours des valeurs du bio. «Par exemple, Biocoop s'est fixé des exigences élevées en termes d'approvisionnement local et de respect des cycles naturels, expose Sophia Majnoni d'Intignano, déléguée générale de la Fédération nationale d'agriculture biologique. Alors que Bio C Bon et Naturalia n'hésitent pas vendre des fruits et des légumes hors saison, importés de l'étranger.» Opaque dans son fonctionnement, Bio CBon a basé son expansion sur une réduction de l'impôt sur la fortune pour ses investisseurs (lire page 2) et mise sur le rythme effréné d'une vingtaine d'ouvertures de magasins par an dans l'Hexagone. Chez Naturalia, le changement d'état d'esprit s'est produit lors du rachat en 2008 par Monoprix, filiale du groupe Casino. «Les nouveaux directeurs viennent de chez Monoprix, écrit la journaliste Stenka Quillet dans son ouvrage les Guerres du bio, sorti début mai. Ce sont des gens qui n'ont pas la connaissance du bio, ni de son historique.» Elle y donne la parole à un ancien salarié de Naturalia. A propos du lancement d'une gamme de gnocchis, il se rappelle: «Initialement, les petits producteurs avaient été sélectionnés pour leur éthique [...] mais les [nouveaux] directeurs ne voulaient prendre aucun risque: "On va bosser avec notre fournisseur habituel de chez Monoprix", nous disent-ils. [...] Naturalia commençait à perdre son âme. Ce n'était plus la bio que j'aimais. Alors je suis parti.» Sur cette lancée, l'enseigne spécialisée commence à imposer des prix au rabais aux producteurs et se tourne de plus en plus vers des produits d'importation fabriqués à l'échelle semi-industrielle.

Fidèle. De son côté, Biocoop, l'historique, reste difficile à ébranler. Le réseau indépendant se maintient en deuxième position sur le marché du bio, au coude-à-coude avec le groupe Casino (Franprix, Casino, Naturalia) avec 1,1 million d'euros de chiffre d'affaires en 2017. «En garantissant des bonnes conditions de rémunération, Biocoop a réussi à

consolider son réseau d'approvisionnement local, explique Thierry Mercier. En position de force, la coopérative ne s'oppose pas à l'arrivée de la grande distribution dans le secteur car cela va participer à l'augmentation du nombre de consommateurs, dont ils profitent aussi.» Resté fidèle aux valeurs du bio, le réseau fonctionne toujours sur un modèle de coopérative. «Une commission agricole, dans laquelle siègent des représentants de producteurs, se réunit chaque année pour fixer des prix qui couvrent nos coûts et nous garantissent un salaire décent», ajoute Arnaud Daligault, qui vend une partie de sa production à Biocoop

Mais pour cet agriculteur, le plus rémunérateur reste la vente en direct et en circuit court. «Comme il n'y a pas ou moins d'intermédiaires, les prix sont moins chers pour le consommateur et le producteur en tire plus de marge, dit-il. Il y a aussi plus de transparence sur les conditions de production.» Thierry Mercier ne le contredira pas. En fin de carrière. ce pionnier du bio affirme même: «Les circuits courts ont sauvé ma ferme. Je peux maintenant y employer quatre jeunes.» Encore marginale, la vente directe se développe rapidement grâce à des réseaux comme la Ruche qui dit oui, et leurs paniers bio de producteurs locaux. En 2017, elle plafonnait à un peu plus d'un million d'euros de chiffre d'affaires. Loin des géants des grandes surfaces.

AUDE MASSIOT



# ALBANE «On peut changer un régime en trois jours mais pas de système»



Dans une interview exclusive à «Libération», le Premier ministre albanais, Edi Rama, appelle l'UE à cesser de considérer la région comme une périphérie à l'heure où les Vingt-Huit doivent se prononcer sur l'éventualité de négociations d'adhésion.

INTERVIEW

Par
LOUIS SEILLER
Correspondant à Tirana
et ARNAUD VAULERIN
Envové spécial à Tirana

l'automne, il a affronté les manifestations de milliers d'étudiants albanais 🕽 réclamant plus de moyens. Depuis février, il est vilipendé par les partis d'opposition qui l'accusent d'avoir trafiqué les élections et d'être corrompu. Ils ont même décidé de boycotter le Parlement et les élections locales du 30 juin, et le conspuent dans la rue aux cris de «Rama Ik» («Rama dégage»). Edi Rama, 54 ans, est un Premier ministre sous tension. Avant l'éventuelle annonce par l'Union européenne de l'ouverture de négociations sur l'adhésion de l'Albanie, le très francophile chef du gouvernement (socialiste) au pouvoir depuis 2013 a longuement reçu Libération à la Kryeministria, la primature où il siège. Costume sombre, chemise blanche ouverte, baskets rouge et noire, le peintre et tweeteur invétéré a vécu pendant quatre ans à Paris avant de revenir diriger le ministère de la Culture, puis la mairie de Tirana, la capitale qu'il a sortie de sa léthargie. Désormais, il entend ancrer l'Albanie au cœur de l'Europe. Etes-vous inquiet du rapport de la Commission du 29 mai puis du Conseil européen du 18 juin devant statuer sur

# l'ouverture ou pas des négociations d'adhésion de l'Albanie à l'UE?

Non, je ne suis pas inquiet. C'est un moment assez particulier et difficile pour la politique en Europe. Dans les démocraties, on entend des discours qui auraient été absolument inimaginables dans les vieux temps glorieux du général de Gaulle ou du président Mitterrand. On vit dans une époque où des gens qui osent dire «on en a marre des experts, il faut écouter nos tripes» arrivent à avoir la majorité des suffrages d'un grand peuple, comme au Royaume-Uni.

## Comment réagissent les Albanais par rapport à ces discours-là en Europe?

Il y avait un temps où l'inquiétude était assez balkanique, aujourd'hui elle est généralisée. Pendant que nous, nous nous sommes engagés sur le chemin de l'européanisation des Balkans, nous avons assisté à une balkanisation de l'Europe.

Estimez-vous que l'Albanie est prise en otage à la fois par un populisme et des opinions publiques très frileuses dans les 28 Etats membres?

Ce n'est pas 28, c'est beaucoup moins.

Donc c'est la France et les Pays-Bas?

Je ne veux pas faire de différenciations.

Vous qui avez vécu en France, êtes-vous touché par ces frilosités françaises?

La France a souvent montré pendant son histoire une capacité de rupture inouïe. C'est

aussi un pays dont les décisions pèsent sur le destin des autres. Et quand cela se fait d'une manière négative, c'est vraiment terrible. Qu'on le veuille ou non, il y a une réalité: être à la tête d'un pays comme la France signifie aussi influer sur une grande partie d'un destin commun qui engage beaucoup d'esprits, de gens, de territoires et de communautés.

Depuis plus de cinq ans, l'Albanie est reconnue comme Etat candidat à l'UE. Ne craignez-vous pas que le peuple albanais, si proeuropéen, se lasse, s'estime rejeté car ostracisé par d'autres pays, et se retrouve déçu si l'ouverture des discussions avec l'Europe est à nouveau repoussée?

Pour les Albanais d'aujourd'hui, c'est aussi simple que pour les pères fondateurs de l'Europe. Nous devons vivre dans un espace où nous ne sommes plus menacés par les guerres ou dans des situations où nous avons notre destin entre nos mains. Mais nous voulons nous sauver pour toujours de la malédiction d'un lieu comme les Balkans. Deux guerres mondiales y ont commencé. Cette région est le cœur de l'Europe, très centrale pour le destin de tout le continent. Même si c'est un lieu qui a été toujours perçu comme une périphérie, disons, comme le Saint-Denis de Paris. non?

# Pourquoi?

C'est comme une banlieue agaçante dont on a toujours choisi de nier l'existence. Et on est toujours revenu vers cette périphérie parce qu'il v a eu les guerres.

## Si l'Europe ferme la porte aux Balkans, il y a un risque de guerre?

Mais l'Europe ne peut pas fermer la porte aux Balkans. C'est une illusion. Est-ce que Paris peut fermer la porte à Saint-Denis? Est-ce qu'on peut imaginer une périphérie qui est dangereuse, frustrée, être laissée dehors? Ce n'est pas possible.

#### Au-delà des guerres du passé, est-ce qu'il n'y a pas des problèmes actuels –la criminalité, la corruption, etc. – qui expliquent cette perception?

Oui, c'est vrai, il n'y a pas de criminalité, pas de corruption en France. Ce sont des maladies particulières à la banlieue balkanique et qui n'existent pas en Europe... Dire que «les Balkans sont le fief du mal» et comme une sorte de source d'infection dangereuse pour l'Europe, c'est vraiment la manière la plus ridicule d'affronter la réalité. C'est vrai, il y a de la corruption là où il y a moins de modernisation. La corruption n'est pas une maladie génétique, historique. Qu'est-ce qu'on fait? On aide ces Etats à se moderniser? Parce qu'à la fin, le processus d'intégra-tion est un processus de modernisation. Nous voulons construire ici un pays pour nos enfants, qui soit comme une pièce de tout le fonctionnement européen.

#### Mais vos enfants choisissent l'exil en nombre. Qu'est-ce qui les pousse à quitter l'Albanie?

Qu'est-ce qui poussait les Italiens à partir vers les Etats-Unis? Ou qu'est-ce qui pousse les Italiens du Sud aujourd'hui à aller dans le Nord et ceux du Nord à aller en Allemagne? Comment peut-on empêcher à des jeunes gens de rêver? Si on abandonne les Balkans, cette zone peut devenir une plateforme pour des acteurs qui n'ont pas nécessairement des pratiques très amicales avec l'Occident. Il peut s'agir d'Etat ou de groupes, de phénomènes, comme le fondamentalisme, le terrorisme. L'Albanie est un pays où vivent des musulmans et des chrétiens. Et les musulmans albanais sont plus proeuropéens que tous les électeurs de Marine Le Pen.

#### Récemment, un sondage indiquait que 60% des Albanais veulent quitter leur pays. Comment les dissuader de partir?

Nous vivons dans un monde ouvert, lié et connecté. Paris n'est plus comme la Lune, c'est à deux heures trente de Tirana. Les tentations sont beaucoup plus fortes, les possibilités sont beaucoup plus grandes, c'est normal. Les gouvernements ne peuvent pas faire de miracles. Je veux croire que le futur nous réserve du mieux. Avec le temps, avec les progrès et les intégrations, il y aura de grands centres de l'Europe commune et également de petits centres.

#### Cette année, les étudiants albanais ont manifesté contre la hausse des droits d'inscription et le manque de moyens lors d'un mouvement de contestation sans précédent depuis la chute du régime communiste. Pensez-vous avoir répondu à leurs attentes?

J'ai très bien entendu le message. Les discussions que j'ai eues avec eux ont été difficiles mais très claires. Leur dynamique est très belle et nous a aidés à faire des choses. Par moments, le gouvernement perd le sens des priorités. Nous avons ouvert un chantier de trois ans pour refaire les résidences étudiantes et en construire de nouvelles. On a pu faire ça parce qu'on est dans une situation budgétaire beaucoup plus positive.

Pourquoi le climat politique est-il aussi tendu, avec des manifestations de l'opposition (Parti démocratique) qui boycotte le Parlement et les élections locales du 30 juin, appelle à votre démission,



L'ancien mausolée du dictateur Enver Hoxha, aussi appelé la pyramide, à Tirana. PHOTO ERIC HERCHAFT. REPORTERS-REA

# lance des cocktails Molotov sur vos bureaux?

Nous sommes une très jeune démocratie. Construire un Etat démocratique sur des fondements inexistants et après une histoire guère généreuse [Empire ottoman, monarchie, occupation fasciste puis nazie, dictature communiste jusqu'en 1991, ndlr], c'est quand même pas rien. On peut changer un régime en trois jours, mais pour changer un système et construire la démocratie, une génération, ce n'est pas assez. Nous sommes la seule grande force politique. On va gagner les élections locales et on va continuer.

#### Mais sans opposition au Parlement et aux élections locales, est-ce vraiment une démocratie?

Oui. C'est l'espace du libre choix. Ce n'est pas une démocratie si l'opposition est mise les épaules au mur, s'il y a des obstructions de nature constitutionnelle ou légale. Maintenant, si l'opposition décide de se suicider politiquement, ce n'est pas l'expression d'une démocratie en bonne santé, mais ça fait partie d'un processus.

## L'opposition parle d'élection truquée, de corruption pour expliquer ses choix. Vous savez ce qu'elle vous reproche...

Qu'elle montre les preuves. Si tu es dans l'opposition, tu as le droit de penser et de dire que la fin du monde approche à cause du gouvernement. Mais tu n'as pas le droit de brûler la ville. Si tu es élu par le peuple pour représenter le peuple, mais en minorité, tu n'as pas le droit de mettre un gilet jaune et de dire «moi, je vais casser la ville parce qu'il faut faire ça, ça et ça», non! Il y a de la corruption? Bon, c'est leur point de vue.

Plusieurs rapports soulignent aussi l'existence de cette corruption...

Rapports de qui?

D'ONG, comme Transparency Interna tional, du Fonds monétaire international (FMI) qui a pointé le manqué de transparence dans les partenariats publics privés.

-Mais bon, et alors?

Il v a aussi le cas de deux de vos anciens ministres de l'Intérieur qui ont dû démissionner à la suite d'accusations de corruption et de liens avec le crime organisé...

Et alors? Et alors?

#### Ce sont des faits qui donnent des arguments...

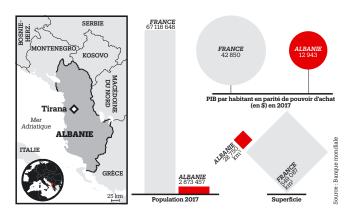
..qui donnent des arguments de nature politique pour engager une bataille et pour aller aux élections. Si tu ne gagnes pas, alors tu restes dans l'opposition et tu dois continuer à batailler pour tout ce que tu veux. Mais tu ne peux pas prendre en otage le pays et le système et dire «ie refuse mon mandat et ie mets un gilet jaune parce que ce sont des criminels, des mafieux au gouvernement». Et si on parle de rapports, il faut toujours les mettre en perspective. Regardez d'où on est partis et où on est. Gouverner, ce n'est pas une promenade sur les Champs-Elysées. C'est monter, descendre, monter, descendre... Il y a une source qui a une crédibilité indiscutable: la Commission européenne. Leurs rapports sont clairs. On est dans un chantier, comme celui de la réforme de la justice qui est vraiment massif.

# Et combien de temps va durer ce chan-

Combien de temps avez-vous mis à faire de la France un Etat brillant et démocratique, avec des administrations qui fonctionnent indépendamment des partis, des copains et des cousins, de l'argent de poche? Nous sommes en train d'examiner et d'évaluer les 800 juges et procureurs. Citez-moi un autre pays où tout peut changer complètement? Il faudra encore dix, vingt ans.

## Cette réforme empêche la Cour constitutionnelle de poursuivre ces travaux...

La majorité des juges ont été mis dehors parce qu'ils étaient incapables de justifier leur niveau de vie. Ils seront remplacés par des juges propres, passés par le processus du vetting [une «vérification», ndlr]. Cette réforme est menée par plusieurs entités et elle est validée par une opération internationale de contrôle. C'est énorme ce qu'on fait, et ce n'est pas simple.







En Belgique, un paysage politique de plus en plus atomisé Après les triples élections de dimanche, le paysage politi-

que belge se retrouve morcelé entre les Wallons et les Flamands (en photo, le leader de l'Alliance néoflamande, Bart de Wever). Autant dire un casse-tête pour la création de la future coalition. Pour le politologue et professeur de sciences politiques Pierre Vercauteren, il est «impossible d'imaginer une alliance bipartite». Lire son interview sur Libération.fr. PHOTO AFP

# En Roumanie, la fin d'une parenthèse désenchantée pour Liviu Dragnea



Liviu Dragnea à Bucarest le 3 octobre 2017, quand les manifestations contre lui étaient à leur apogée. PHOTO OCTAV GANEA. REUTERS

L'HISTOIRE

**DU JOUR** 

«L'homme le plus puissant» du pays et leader du parti socialdémocrate au pouvoir a été condamné pour détournement de fonds publics et emprisonné.

IRÈNE COSTELIAN Correspondante à Bucarest

ouble coup de massue pour le parti au pouvoir en Roumanie. Lundi, au lendemain des élections européennes, qui ont vu les sociaux-démocrates arriver seulement en deuxième position (en recul de 13 points par rapport au précédent scrutin de 2014), leur chef de file, Liviu Dragnea, 56 ans, a été condamné définitivement par la Haute Cour de cassation et de jus-

tice à trois ans et six mois de prison ferme pour détournement

de fonds publics, avant d'être incarcéré.

L'homme le plus influent de Roumanie, chef du PSD et président de la Chambre des députés, se trouvait au cœur de la tourmente depuis l'accession de son parti au pouvoir en décembre 2016. Alors qu'il se voyait Premier ministre ou chef de l'Etat, il avait dû remiser ses ambitions après une première condamnation pour fraude électorale, puis à la suite d'une enquête de l'Office européen de lutte antifraude pour le détournement de 21 millions d'euros, Pour autant, il tirait les ficelles du régime et, dans l'ombre, restait le chef d'orchestre d'une ligne politique ouvertement eurosceptique qui n'avait pas

hésité à écorner l'Etat de droit en multipliant les coups de boutoir

contre l'indépendance de la justice, au point d'être rappelé à l'ordre par la Commission européenne.

Révérence. La chute de Liviu Dragnea met ainsi fin au feuilleton qui, depuis deux ans et demi, électrise et clive la Roumanie. «Les chemins de la corruption finissent à Rahova», peut-on lire sur la pancarte de l'un des manifestants rassemblés devant le pénitencier de haute sécurité de Rahova, à quelques kilomètres de Bucarest, où Dragnea a passé la nuit. Après une véritable coursepoursuite dans Bucarest pour tenter d'échapper aux journalistes, le chef du PSD, chemise blanche éclatante, avait disparu derrière les vitres teintées de la voiture de police pour être conduit derrière les barreaux. Ainsi «l'homme le plus puissant de Roumanie» tirait-il finalement sa révérence.

Liviu Dragnea incarnait pour beaucoup l'image du selfmade-man et cultivait une success-story digne de Hollywood. Car rien ne prédestinait ce fils de milicien (du nom des policiers sous le régime communiste), né dans un village de l'une des régions les plus pauvres de la Roumanie (Teleorman), à devenir l'un des leaders postcommunistes les plus aimés et détestés à la fois. L'homme a toujours joué de ses origines modestes, rappelant volontiers au passage que son père avait la main lourde.

A l'école polytechnique de Bucarest, où il est l'élève de l'ex-Premier ministre Petre Roman, il fait ses premières armes politiques. En 1994, il ravit la tête de l'un des principaux partis du pays: le Parti démocratique. Six ans plus tard, l'amoureux de rock qui était batteur dans un groupe au nom très édifiant (Ego) prend la tête du conseil régional de Teleorman avant de rallier en 2001 le PSD. C'est à cette époque qu'il aurait fait rémunérer deux secrétaires de la section locale du parti par les services sociaux du département, ce qui lui vaudra procès et condamnation en 2017.

Depuis, il n'aura eu de cesse d'éviter l'incarcération, menant une bataille personnelle pour une politique d'assouplissement du code pénal roumain qui s'est traduit, l'an passé, par le limogeage de Laura Kövesi, la procureure cheffe du parquet anticorruption. Bien décidé à laver son honneur, fustigeant une «injustice» à son égard ou un «complot» contre le gouvernement, cet homme de gauche affilié aux socialistes européens s'est placé dans le sillage des dirigeants ultraconservateurs nationalistes hongrois et polonais, comme l'illustrent ses diatribes contre le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros

Entêtement. Même la rue n'est pas parvenue à faire plier celui qui nourrit un culte de la personnalité digne de l'ère communiste. Deux ans et demi de manifestations n'ont pas affecté son impassibilité, même quand un million de personnes battaient le pavé en février 2017. «Il est parvenu à donner à son parti des accents eurosceptiques, populistes, antidémocratiques», analyse Alexandru Gussi, professeur de sciences politiques à l'université de Bucarest. Cet entêtement a fini par diviser le PSD lui-même.

«Le parti avait déjà connu une histoire similaire avec Adrian Nastase, condamné pour corruption en 2012. Avec Liviu Dragnea, voilà deux leaders de haut niveau condamnés à un moment clé de leur carrière», rappelle Adrian Niculescu, professeur d'histoire à l'Ecole nationale de sciences politiques et administratives.

La chute spectaculaire de Dragnea risque bien de laisser un vide sur l'échiquier politique en Roumanie. «Il a bien joué le rôle du méchant. Les Roumains ont adoré le haïr et il laisse l'opposition sans son meilleur adversaire», soutient Alexandru Gussi. Même sentiment pour Cristian Dide, activiste anticorruption, qui résume ainsi l'affaire: «Dragnea est le résultat de la petite corruption, son incarcération est une petite victoire. Mais ce n'est pas la fin de la lutte anticorruption.» -



11





«La transidentité n'avait jamais été dépsychiatrisée» Lundi, l'OMS a adopté une nouvelle version de la Classification internationale des maladies, où la transidentité n'est plus considérée

comme une pathologie mentale. En revanche, l'intersexuation est désormais qualifiée de «trouble du développement sexuel» à rebours de ce que les associations de personnes intersexes exigeaient pour mettre fin aux interventions chirurgicales et traitements hormonaux non consentis. Le psychologue clinicien trans Tom Reucher décrypte cette avancée symbolique mais incomplète sur Libé.fr.





Deux personnes, dont une écolière, ont été tuées mardi près de Tokyo, dans une attaque au couteau qui a aussi fait des bles s au moment où une file d'enfants attendaient leur bus scolaire. La tuerie, un fait divers rare au Japon, considéré comme un pays très sûr, est survenue peu avant 8 heures (heure locale) dans la ville de Kawasaki, au sud de la capitale japonaise.

Une fille de 12 ans et un homme de 39 ans ont succombé à leurs blessures. L'homme «semble être le père d'un des enfants qui se trouvaient sur les lieux», a précisé la chaîne publique NHK. Selon les médias locaux, le suspect, âgé d'une cinquantaine d'années et apparemment muni de deux couteaux, est mort des suites des blessures qu'il s'est infligées. «Je vais vous tuer!» aurait-il lancé. selon un témoin. Les services de secours ont par ailleurs fait état d'au moins 16 blessés.





Deux Français ont été condamnés à mort mardi en Irak, portant à six le nombre de ressortissants de ce pays à avoir écopé depuis dimanche de la peine capitale pour avoir rejoint le groupe Etat islamique. Brahim Nejara, 33 ans, accusé par les services de renseignements français d'avoir facilité l'envoi de jihadistes vers la Syrie, et Karam El Harchaoui, qui aura 33 ans jeudi, avajent été transférés fin janvier de Syrie, où ils étaient détenus par une alliance arabokurde antijihadistes, vers l'Irak pour y être jugés. Six autres Français transférés de Syrie vers l'Irak seront jugés dans les prochains jours à Bagdad pour appartenance à l'Etat islamique. Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a assuré mardi dans la matinale de France Inter que le gouvernement «multiplie les démarches» pour leur éviter la peine de mort.

# Entre Nétanyahou et Liebermann, la partie de poker près du dénouement

ANALYSE

A moins de quarante-huit heures de la date butoir pour la formation du gouvernement, le théâtre politique a tourné au western en Israël. La Knesset est désormais un saloon fantasmagorique. Tels deux vétérans bardés de cicatrices, deux hommes - le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et son ex-ministre de la Défense Avigdor Lieberman, alliés naturels sur le papier mais à la rivalité intime tenace – se font face à la table

de poker. En refusant de rejoindre la coalition tant que ses exigences ne sont pas satisfaites (c'est-à-dire le vote de «sa» loi obligeant les ultraorthodoxes à servir dans l'armée), le nationaliste laïc Lieberman menace l'échafaudage de la future coalition de Nétanyahou, vainqueur des législatives anticipées du 9 avril. Lequel doit composer avec les partis religieux, troisième force politique du pays, pour qui la conscription des étudiants des yeshivas (écoles talmudiques) est une ligne rouge. Mais sans Lieberman et les cinq sièges de son parti Israel Beitenu, pas de majorité. Et donc pas de gouvernement.

Depuis une semaine, les deux hommes, au cœur du jeu politique depuis un quart de siè-

cle, se toisent en attendant que l'autre craque.

Autour d'eux, les pistoleros ont la main sur leur flingue. A commencer par les droitiers centristes «Bleu et Blanc» du général Benny Gantz, qui voient ici l'occasion de faire sauter Nétanyahou.

Bluff. Si les tractations préalables à toute coalition se déroulent toujours en Israël dans une forme d'hystérie, le bluff actuel de Lieberman est inédit. S'il ne flanche pas d'ici mercredi soir, deux scénarios se dessinent: la dissolution de la Knesset et la tenue de nouvelles élections anticipées; ou bien la désignation par le Président, Reuven Rivlin, d'un nouveau député chargé de former une coalition, C'est ainsi que Nétanyahou avait pris le pouvoir en 2009, après l'échec des négociations de Tzipi Livni. Reuven Rivlin, issu du même parti que Nétanyahou (le Likoud) mais opposant notoire à sa brutalité, ses alliances sulfureuses et sa rhétori-

que anti-arabe, penche pour un gouvernement «d'union nationale». Soit une alliance du Likoud et des

centristes. Avec Nétanyahou sur la touche. Exactement ce qu'a

proposé ce mardi à la Knesset Benny Gantz.

Pour enrayer l'engrenage, Nétanyahou n'a qu'une option, plutôt kamikaze: la dissolution de la Knesset. Et encore. la décision revient au Parlement. Dimanche, le député Likoud Miki Zohar a déposé un projet de loi de dissolution. Ouatre votes successifs sont nécessaires pour enclencher le processus d'un nouveau scrutin. Lundi, le Parlement a validé les deux premières lectures. Reste donc deux balles dans le barillet de Nétanyahou. Lundi, celui-ci a délaissé les causeries en coulisse pour les grandes manœuvres. D'abord, en appelant à l'aide Donald Trump, qui s'est fendu d'un tweet qu'on pourrait imaginer dicté de Jérusalem, où il «espère que les choses vont s'arranger pour la formation de la coalition et Bibi». Ensuite en tenant une allocution télévisée de dernière minute en pri-

me-time, lundi, appelant Lieberman à la responsabilité: «Il n'v a aucune raison de traîner le pays à travers de nouvelles élections qui coûteraient des milliards de shekels et nous paralyseraient pendant des mois... Nous ne sommes pas l'Italie!» a argumenté Nétanyahou, qui a pourtant luimême mis en route le proces sus de dissolution. Pour lui, le débat autour de la conscription des haredim («craignant-Dieu») est «cosmétique, sémantique». Pour Lieberman et sa base, principalement les immigrants de l'ex-Union soviétique, il est «idéologique».

Couleuvres. A quoi joue Lieberman, l'enfant de Moldavie, ex-videur de boîte de nuit, qui ne s'est jamais débarrassé de son accent russe? Cherche-t-il à «torturer» Nétanyahou pour les couleuvres avalées lors de son passage au gouvernement ou tente-t-il vraiment de mettre fin au règne de «Bibi», qui est cerné par les affaires et veut imposer deux lois lui garantissant l'immunité? La réponse devrait être connue bientôt.

**GUILLAUME GENDRON** 

(à Tel-Aviv)

# «La politique européenne

THIERRY



Pour Thierry Chopin, prof de sciences politiques à l'Université catholique de Lille et conseiller spécial à l'Institut Jacques-Delors, l'accroissement de la participation est l'une des grandes leçons des européennes de dimanche: «C'est notable dans au moins 20 pays sur 28, répartis dans toute l'Union. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs exogènes. Les années de crise économique, migratoire et politique ont renforcé le poids des enjeux européens dans les débats nationaux. En Allemagne par exemple, la société civile a beaucoup participé aux débats, les entreprises ont pris position sur certains thèmes, comme le Brexit. Les défis lancés par la Russie, la Turquie ou les Etats-Unis finissent par pousser l'idée que l'UE est l'échelle pertinente pour agir.» Interview en intégralité sur Libé.fr

de dollars (180 millions d'euros), c'est la somme dépensée chaque année par les compagnies pétrolières en lobbying contre le climat, selon une étude de l'organisation InfluenceMap qui a compilé les données issues des registres des lobbys, des rapports annuels, communiqués et

documents internes, ainsi que les campagnes sur les réseaux sociaux. InfluenceMap a également évalué le degré d'opposition de chaque compagnie aux mesures pro-climat. Sur une échelle de A à F (A étant très favorables, F très opposé), Chevron, BP et Exxon Mobil sont les plus agressives. Shell et

dans une moindre mesure Total ont un peu adouci leur position et se voient gratifiées d'un D. Par le passé, le lobbying consistait surtout à semer le doute sur la réalité du changement climatique, une position devenue de moins en moins tenable face au consensus scientifique. Il s'agit donc désormais pour les compagnies pétrolières de souligner l'impact négatif en termes d'emploi des lois favorables au climat ou d'évoquer d'hypothétiques solutions technologiques dans le futur, telles la décarbonisation.



Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon et Adrien Quatennens, à la manif contre le «coup d'Etat social» organisée par LFI le 23 septembre 2017 à Paris. PHOTO BOBY

# A La France insoumise, des bas et débat

Le score de LFI aux européennes, avec seulement 6,3 % des votes et six postes d'eurodéputés, est bien plus bas qu'attendu. De quoi conforter les voix dissonantes au sein du parti, à l'image de Clémentine Autain, qui fustige la ligne «clivante» de Jean-Luc Mélenchon, resté silencieux depuis dimanche.

#### Par RACHID LAÏRECHE

ardi matin, les six députés européens insoumis fraîchement élus ont découvert leur nouvelle vie: ils ont embarqué pour Bruxelles. Une sorte de rentrée des classes. Manon Aubry, tête de liste, a posté une photo sur les réseaux sociaux. Elle y gonfle le biceps pour montrer son envie de bousculer l'Europe. Un cliché qui ne cache pas la triste réalité des urnes. Le revers des européennes (6,3%) occupe les esprits. Les insoumis, qui ne s'attendaient pas à décrocher la lune, tombent très bas. La chute inquiète. Elle interroge aussi: Pourquoi? Comment faire pour se relever? Chacun a sa version et ses solutions. Tout le monde est d'accord sur un point précis: le mouvement fondé par Jean-Luc Mélenchon en février 2016 devra prendre des décisions radicales afin de répondre aux nombreux doutes. Clémentine Autain a surpris les têtes pensantes insoumises. La députée de Seine-Saint-Denis a allumé la première mèche quelques heures après la tombée des mauvais résultats: des reproches à la pelle.



«J'ai posé la question du pluralisme et de la démocratie interne il v a plus d'un an. Cela avait été très fraîchement accueilli à l'époque. On nous avait promis des changements à l'été, un meilleur fonctionnement de l'espace politique. Mais rien n'a été fait en ce sens», dit-elle dans un entretien accordé à *l'Obs*. Autain regrette aussi que l'état d'esprit «polémique et clivant» de La France insoumise prenne le dessus sur «la mise en avant de notre vision du monde et de nos propositions».

Des mots durs. La députée a toujours été en opposition avec la stratégie populiste insoumise. Elle n'a jamais caché son malaise avec les termes «dégagisme» et «oligarchie contre peuple». Et tente depuis des mois de bousculer Jean-Luc Mélenchon pour qu'il reprenne langue d'égal à égal avec les forces de gauche, pas «forcément» les partis, précise-t-elle. Récemment, Clémentine Autain confiait à  $Lib\acute{e}$  que la «proposition» politique à gauche n'est pas à la «hauteur» du moment: «Il faut s'ouvrir parce que ça se passe dehors. La gauche, c'est les gens qui aident les migrants, c'est le personnel hospitalier qui lutte, c'est la jeunesse des quartiers... Il v a une déconnexion entre les politiques et la réalité sur le

#### «Relancer la machine»

Comme tous les mardis matin, les députés nationaux de La France insoumise se sont retrouvés au Palais-Bourbon pour leur réunion de groupe. Clémentine Autain était présente. Les câlins ont dû se faire rares. Pas une première. La députée de Seine-Saint-Denis a déjà eu des débats houleux avec ses copains, notamment après avoir signé un manifeste pour l'accueil des migrants. Cette fois, c'est au tour du scrutin européen d'occuper la place. A la fin, Eric Coquerel est passé aux Quatre-Colonnes afin de livrer son avis. Le député de Seine-Saint-Denis regrette la sortie de sa collègue. «Je ne reproche pas ses mots à Clémentine, mais elle n'aurait pas dû s'exprimer publiquement», dit-il tranquillement. Eric Coquerel minimise les différences. Selon lui, les acteurs de La France insoumise se rejoignent sur une envie commune de «fédérer» le peuple.

Alors que le signal d'alarme sonne, et que les parlementaires LREM se gondolent face à la situation des insoumis, les députés refusent d'employer le mot «crise». Pas leur truc de poser un genou à terre. Des «têtes dures». Eric Coquerel voit grand lorsqu'il analyse les résultats en précisant que la gauche radicale est en «recul» sur tout le continent (lire ci-contre). Et que l'élection européenne n'a jamais été favorable à son camp politique, la faute à l'abstention. «C'est vrai que l'épisode des perquisitions et les images de Mélenchon ont peut-être joué un peu en notre défaveur», admet-il sans s'étaler davantage. Le député promet que, dans les jours à venir, il y aura un espace de discussion afin de revenir sur le scrutin et évoquer le futur pour «relancer la machine». Sa collègue Danièle Obono partage son analyse. La députée de Paris se per-

Selon Eric Coquerel, dans les jours à venir, il y aura un espace de discussion afin de revenir sur le scrutin.

met d'ajouter un argument sur les raisons de la chute: «Il y a eu un véritable tir de barrage contre nous, c'était compliqué de se faire entendre dans ce brouhaña et si l'on ajoute à ça le combat mortifère entre Macron et Le Pen...»

Les critiques de Clémentine Autain permettent d'ouvrir un débat qui couvait depuis des mois en interne. Deux camps s'affrontent. Ceux qui souhaitent que le mouvement s'ancre à gauche et ceux qui désirent rompre totalement avec la gauche. En résumant grossièrement, ca donne: les gauchistes contre les

# «Minorisant et rebutant»

Jean-Luc Mélenchon, lui, guette les échanges un peu comme un arbitre à Roland-Garros. «Certains disent que nous sommes trop populistes, d'autres pas suffisamment. On doit sûrement être dans le vrai», glisse Eric Coquerel. Pas sûr que cela suffise à faire baisser la pression. Le temps presse. Les municipales de mars 2020 arrivent à grands pas: une élection importante pour s'ancrer dans les territoires.

Mardi, la situation de La France insoumise nous a offert une surprise. La chroniqueuse télé Raquel Garrido, qui n'a plus aucun rôle officiel au sein du mouvement, a également allumé une mèche. Dans un entretien à Regards - dont Clémentine Autain est codirectrice de la publication -, elle explique que «parler de la gauche, c'est minorisant et rebutant». Et répond sèchement à la députée: «La ligne Autain a été mise en œuvre lors de cette élection européenne. Et elle a pris 6%.» Depuis l'échec de dimanche, Mélenchon n'a pas repris la parole. Personne ne pose (encore) officiellement la question de son avenir. Garrido, elle, a la liberté de le faire un peu: «Sur 2022, il y a le temps de voir. Mélenchon ou pas Mélenchon, si c'est la même ligne que les européennes qui est appliquée, ce n'est pas la peine d'y aller. Ouel aue soit le candidat, il faudra avoir un profil disruptif.»

Jean-Luc Mélenchon le sait : la situation de son mouvement réjouit toute une partie de la gauche. Un de ses plus fidèles, qui désire rester à l'ombre, analyse le petit score à sa manière: «Tous les mouvements qui sont amenés à prendre des responsabilités traversent des crises de croissance.» Reste à savoir y répondre.

# Au Parlement européen, la gauche radicale en déclin

Partout dans l'Union, la gauche de la gauche s'est effondrée lors du scrutin de dimanche. Le groupe GUE-NGL passe ainsi de 52 eurodéputés à 39.

sest le grand perdant des élections européennes de dimanche. En pourcentage, le groupe de gauche radicale GUE-NGL perd plus de représentants (-23%) que les conservateurs du PPE (-17.5%) ou les sociaux-démocrates (-21%). Il est relégué au 8e rang, juste avant celui des non-inscrits. Encore 5e, à égalité avec les Verts, dans le Parlement sortant, le groupe a dégringolé: ses 52 eurodéputés, élus en 2014, ne seront plus que 39 dans le nouveau Parlement européen, où ils représenteront à peine 5,2 % des sièges. Si, en 2014, ils avaient été portés par l'impact de la crise et la vague de protestation contre la politique libérale de l'UE, en 2019, leur débâcle s'explique surtout par des facteurs nationaux.

Disparition. La gauche radicale a flanché dans ses bastions du sud de l'Europe. En Espagne, le dimanche de Podemos a été difficile. En recul aux municipales, le parti a perdu la mairie de Barcelone, au profit des indépendantistes, et celle de Madrid, laissée à la droite. Cette contre-performance devrait peser dans les négociations pour la constitution du gouvernement. Pablo Iglesias, le dirigeant du parti, est de moins en moins sûr d'obtenir un ministère. La déroute a été moins importante pour les européennes, où Podemos faisait face à moins de concurrence. Ses 10% et 5 sièges, autant qu'en 2014, sont honorables, mais avec 14% aux législatives le mois dernier, le parti aurait pu espérer plus. Surtout, cette stabilité ne compense pas la disparition d'Izquierda Plural, alliance électorale de petits mouvements verts et d'extrême gauche, qui avait remporté 7 sièges en 2014, sur l'élan du mouvement des Indignés. Au total, l'Espagne passe de 12 députés de gauche radicale à 5, alors que les sociaux-démocrates triomphent.

En Grèce, Syriza (23,7%) a réussi à conserver ses 6 sièges, mais a été dépassé par les conservateurs de

Nouvelle Démocratie (33%). Une remise en question suffisante pour que le Premier ministre, Aléxis Tsípras, convoque des législatives anticipées pour juillet. Elles pourraient signer la fin du seul gouvernement de gauche radicale en Europe, bien que Syriza ait considérablement changé depuis son accession au pouvoir. Il semble d'ailleurs que les électeurs aient surtout fait payer à Tsípras un accord signé avec la Macédoine du Nord pour officialiser le nouveau nom du pays, décrit à droite comme une trahison nationale. En Italie, autre pays touché par la crise de la dette, la coalition Altra Europa prônait en 2014 la solidarité avec la Grèce de Syriza. Elle avait alors envoyé trois élus à Strasbourg, Elle a depuis disparu sans être remplacée.

«Fric». Les autres reculs sont mineurs, mais mis bout à bout, ils ont fini par peser. Die Linke en Allemagne n'a pas prospéré sur la crise du SPD et a de plus en plus de mal à attirer les jeunes. Sa liste n'a rassemblé que 5,5% des voix, un peu moins bien qu'il y a cinq ans, mais suffisant pour faire élire six eurodéputés. En République tchèque, rare pays d'Europe de l'Est à avoir longtemps conservé un parti communiste important, le KSCM passe de 11% à 7%, et perd deux de ses trois sièges sous l'effet de la recomposition politique du pays autour de forces antisystème.

La gauche radicale européenne a toutefois quelques raisons d'espérer. Le plus gros score d'un parti membre du GUE est à mettre au crédit des communistes chypriotes, avec 27,5% des voix (mais seulement deux siè ges en raison du faible poids démographique de l'île). L'Akel, une des formations politiques majeures de Chypre depuis un demi-siècle, a notamment bénéficié du vote des Chypriotes turcs. Au Portugal, les partis de gauche radicale, qui soutiennent le gouvernement socialiste (le Bloco et le Parti communiste) ont obtenu 17% et quatre sièges à eux deux, un résultat stable par rapport à 2014. En Belgique, la gauche radicale a même fait une percée, avec le Parti du travail (un siège). Dans un paysage politique atomisé, il a rassemblé plus de 5% des voix et séduit les jeunes avec son slogan «la gauche qui pique contre l'Europe du fric». A l'arrivée, le groupe d'extrême gauche au Parlement sera le plus petit jamais existant (en pourcentage) depuis 1994, après la fin du monde soviétique.

NELLY DIDELOT

# carnet

#### NAISSANCE

Damien, Leïla, Zoé... et Mina!

Boris, Carole et Ines... Et à présent Félix venu ce 17 Mai, comme un printemps





# Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs: 16,30 € TTC la ligne Forfait 10 lignes : 153 € TTC pour une parution 15,30 € TTC la ligne suppl. abonnée et associations : - 10 %

Tél. 0187398400

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail: carnet-libe@feamedia.fr

# 01 87 39 84 00

carnet-libe@teamedia.fr eproduction de nos petites onces est interdite





## Claude Guéant exclu de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite

Le Journal officiel a publié deux arrêtés en date du 17 mai formalisant les exclusions de la Légion

d'honneur et de l'ordre national du Mérite de l'ancien ministre de l'Intérieur de Sarkozy. Guéant était chevalier de la Légion d'honneur depuis 1992 et commandeur de l'ordre national du Mérite depuis 2001. Il a été condamné, en janvier, à un an de prison ferme dans l'affaire des primes en liquide du ministère de l'Intérieur. PHOTO AFF



Le 2 octobre 2018 à Belfort, des salariés avaient réclamé le respect des promesses d'embauche par General Electric. PHOTO PASCAL BASTIEN

# General Electric: le coup de massue

Le géant américain va supprimer un millier de postes en France, dont 800 à Belfort. En 2015, Macron avait défendu la vente de la branche énergie d'Alstom à GE...

JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

e couperet est tombé dès le lendemain des élections européennes. C'est une véritable bombe sociale pour Emmanuel Macron, qui a pesé de tout son poids sur le groupe américain pour qu'il diffère l'annonce de cette mauvaise nouvelle susceptible de plomber la campagne du camp présidentiel. La direction de General Electric France a officialisé mardi matin un lourd, très lourd, plan social: plus de 1000 postes supprimés en France, dont au moins 800 dans l'activité turbines à gaz, dont les usines se trouvent à Belfort et la commune voisine de Bourogne et qui emploie au total 2000 salariés. Autre site visé, Boulogne-Billancourt, en région parisienne, qui regroupe des fonctions support.

Missi dominici. C'est la fourchette haute de ce que craignaient les syndicats de GE France, qui alertent depuis des semaines les pouvoirs publics sur la saignée qui se prépare dans le territoire belfortain, envers et contre tous les engagements pris par le groupe américain et le ministre de l'Economie de l'époque, Emmanuel Macron, au moment du rachat des turbines d'Alstom par GE, en 2015. Comble de l'histoire, un proche du président de la République vient d'être parachuté à la tête de GE France: ancien conseiller pour les affaires industrielles d'Emmanuel Macron à Bercy entre 2014 et 2016, Hugh Bailey a été nommé directeur général du groupe alors qu'il a suivi d'une manière ou d'une autre à l'époque le dossier de la vente de la branche énergie d'Alstom à GE. On pouvait penser que le chef de l'Etat comptait sur ce missi

Boulogne

pour limiter la casse sociale, il n'en est rien. Même si les gens s'y attendaient. c'est un coup de massue pour la ville

dominici

de Belfort, régulièrement menacée par les soubresauts de l'ancien géant industriel Alstom, découpé en 2015 entre branche énergie rachetée par GE et branche ferroviaire restée indépendante sous le nom d'Alstom. GE y emploie au total près de 4000 personnes. Selon Bercy, les 800 postes menacés à Belfort se trouveraient en majorité dans l'usine historique de turbines de General Electric et non sur l'ancien site d'Alstom. Ce qui a fait dire cet après-midi à l'Assem-

blée au ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, que «les annonces faites par GE ce matin n'ont absolument rien à voir avec les décisions d'Emmanuel Macron en 2015 [le feu vert au rachat des activités énergie d'Alstom par l'américain, ndlr]». A Bercy, on pointe «l'effondrement du marché des turbines à gaz». Les syndicats, qui rappellent que GE «a déjà procédé à 700 suppressions de postes dans les anciennes activités d'Alstom en utilisant la rupture conventionnelle collective», semblent pour l'heure sonnés. Le 21 mai, ils avaient tenté d'alerter une fois de plus l'opinion publique en organisant une mobilisation devant l'usine de Belfort: 500 salariés avaient accompagné la sortie d'une turbine à gaz de 800 tonnes pour défendre l'emploi et témoigner de leur savoir-faire industriel. Depuis plusieurs semaines, l'intersyndicale (CFE-CGC, CGT et SUD) conteste le bien-fondé de toute réduction d'effectifs, arguant que

le marché de ces turbines à gaz qui servent à produire de l'électricité, «est en train de repartir un peu partout dans le monde avec l'arrêt du charbon», et de plusieurs commandes récemment enregistrées en Allemagne ou en Italie. Les syndicats défendent aussi un projet de diversification du site de Belfort dans les turbines pour avion et dans le démantèlement des centrales nucléaires, sachant que le site n'est pas étranger au domaine: il produit notamment les turbines Arabelle qui équipent les réacteurs d'EDF.

Sans pitié. En 2015, General Electric s'était engagé à créer 1000 emplois en France. Quatre ans plus tard, non seulement ce millier d'emplois n'existe pas – et GE a dû payer une pénalité de 50 millions d'euros (50000 euros par emploi non créé) aux autorités françaises pour cette promesse non tenue - mais le conglomérat basé à Boston, il est vrai en difficultés, taille sans pitié dans ses effectifs français. Sentant le bad buzz, Emmanuel Macron a sonné la mobilisation générale: début mai, il a assuré dans un courrier aux élus locaux que le dossier de GE Belfort faisait l'obiet de «la plus grande vigilance de la part de l'Etat». On voit le résultat aujourd'hui.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait soulevé la colère de l'intersyndicale de GE Belfort la semaine dernière, déclarant que «GE a aujourd'hui une empreinte très forte sur les turbines à gaz», secteur dans lequel «il n'y a pas de débouchés». Et c'est ce même Bruno Le Maire qui va devoir jouer les pompiers sociaux à Belfort: «Il faut faire face à cette annonce. accompagner les salariés [...] Nous garantissons, oui, l'avenir de Belfort», a promis le ministre mardi à l'Assemblée. Le Maire compte notamment utiliser les 50 millions d'euros d'amende payés par GE pour créer de nouvelles activités à Belfort. Il a aussi cité le «TGV du futur», qui sera construit par Alstom dans l'usine voisine, pour recaser des salariés de GE. Mais ceux qui vont perdre leur emploi savent depuis longtemps que les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent.



# LA LISTE

# 4 propositions d'élus parisiens pour le périph

#### ABAISSER LA VITESSE MAXIMALE À 50 KM/H

Les auteurs du rapport soumis à Anne Hidalgo préconisent de baisser la vitesse de 20 km/h pour «améliorer la fluidité du trafic», permettre «l'implantation de pistes cyclables et diver sifier les modes de mobilité».

# RÉDUIRE LE NOMBRE

Deux fois 4 voies porte de Saint-Cloud, 4 et 5 voies entre les portes de Montreuil et de Bagnolet... Le nombre de couloirs sera uniforme sur tout le périph. Les voies libérées «seront, si possible, remises en pleine terre».

#### RÉSERVER UNE VOIE AUX «VÉHICULES PROPRE **ET AU COVOITURAGE**

Le chiffre de 1,2 passager par voiture montre l'urgence du développement du covoiturage. Les véhicules électriques sont quant à eux présentés comme la voiture individuelle du futur.

#### INTERDIRE LES POIDS LOURDS EN TRANSIT DE **PLUS DE 3,5 TONNES**

Cette préconisation est notamment destinée à contenir la pollution phonique de nuit pour les riverains, les poids lourds ne représentant que 3% du trafic sur le périphérique.

# C'est le nombre de morts causées par le tabac en France en 2015, soit un décès sur huit, selon

les chiffres officiels les plus récents, publiés mardi avant la journée mondiale sans tabac de vendredi. «Comme dans la plupart des pays industrialisés, le tabagisme reste la première cause de décès évitables en France» en provoquant des cancers et des maladies cardiovasculaires et respiratoires, souligne le bulletin épidémiologique hebdomadaire de l'agence sanitaire Santé publique France. Le précédent bilan datait de 2016 et portait sur l'année 2013. Il était de 73 000 morts, soit la même proportion par rapport au nombre total de décès cette année-là (environ 13%). Par ailleurs, depuis 2016, le nombre de fumeurs quotidiens a baissé d'1,6 million, dont 600 000 au premier semestre 2018. En 2018, 32% des adultes de 18 à 75 ans étaient des fumeurs, au moins occasionnels. Cette proportion est stable par rapport à 2017. En revanche, la proportion des fumeurs quotidiens a «significativement baissé»: elle était de 25,4% en 2018 (soit 28,2% des hommes et 22,9% des femmes), contre 26,9 % l'année d'avant.

# A LR, on rêve d'une vie sans **Laurent Wauquiez**

A défaut de pouvoir obtenir la démission de Laurent Wauguiez, à LR, on commence à s'organiser. Gérard Larcher, le président du Sénat, a ainsi très officiellement proposé «aux présidents des groupes parlementaires, des trois grandes associations [d'élus] de se retrouver la semaine prochaine pour reconstruire un projet qui rassemble la droite et le centre». Fédérer sous une même bannière le RPR et les centristes, c'était précisément le projet de l'UMP à sa fondation, en 2002. «Rassembler, pour Laurent Wauquiez, c'est un sacré défi», a euphémisé Larcher sur France Info.

Le président du Sénat vise donc au-delà des seules frontières de Les Républicains, à commencer par l'UDI de Jean-Christophe Lagarde (2,5 % en solo aux européennes) et le groupuscule d'Hervé Morin (déjà allié à LR). Mais Lagarde a tué dans l'œuf tout espoir d'élargisse-



Laurent Wauquiez et Gérard Larcher. PHOTO AFP

ment: «Je comprends que la droite française soit en crise. Mais ce n'est pas mon affaire et ce n'est pas mon agenda.» L'appel s'adresse aussi à ceux qui se tiennent en lisière du parti, comme Xavier Bertrand, président des Hautsde-France, ou François Baroin, à la tête de l'Association des maires de France, qui, lui, a répondu favorablement à Larcher, Tout comme le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, qui, comme Eric Woerth, n'hésite plus à juger souhaitable une démission de Wauquiez: «A situation exceptionnelle, mesures excep-

Dès l'ouverture du bureau politique lundi soir, au lendemain de la tôle des européennes, Valérie Pécresse avait déjà invoqué le nom de Larcher - qui a l'avantage d'avoir le poids politique suffisant sans afficher d'ambition personnelle pour 2022pour prendre la tête de la ré-

sistance. «Quand on a perdu les européennes en 1999, on a fait l'UMP en allant chercher les libéraux et les centristes. Pour faire vivre cette diversité, il faut surtout l'incarner plus», a déclaré la présidente de l'Ile-de-France

Sous pression, le président de LR n'a rien cédé, dramatisant: si elle se divise «la droite peut mourir». «Gardons-nous des solutions simplistes qui ne résoudront rien. Ma première responsabilité, c'est de me mettre à l'écoute de tous ceux qui veulent reconstruire», a insisté Wauquiez. Et de proposer la tenue d'états généraux à la rentrée. Beaucoup trop tard pour de nombreux élus, alors que les élections municipales se profilent. Mardi matin, lors de la réunion de groupe des députés LR, en plus de sa ligne politique peu rassembleuse, c'est «l'insincérité» de Wauguiez aux yeux des Français qui a été soulignée.

CHRISTOPHE FORCARI

# Des dissidents de l'Unef créent la Fédération syndicale étudiante

Qu'est-ce que le syndicalisme? Mardi matin, Thibaud Moreau, étudiant en histoire à Limoges, a tenté une définition. «Pour nous, c'est le fait d'organiser dans un secteur d'activité des personnes pour permettre une élévation de leur niveau de conscience et pour être un outil au service de leur lutte afin de gagner ou défendre leurs droits», a-t-il expliqué lors de la conférence de presse de lancement de la Fédération syndicale étudiante (FSE). Ce syndicat vient d'être créé par une branche de l'Union nationale des étudiants de France (Unef), la Tendance unité et action syndicale (Tuas). En quittant l'organisation, celle-ci provoque la première scission depuis la réunification du mouvement en 2001 - la branche proche des communistes, l'Unef-SE, et celle proche des socialistes,

l'Unef-ID, avaient alors fait

alliance. Dans un courrier de 22 pages adressé à leurs camarades le 17 mai, Thibaud Moreau et 85 autres militants syndicaux étudiants annonçaient quitter l'organe créé en 1980. «Nous nous refusons d'avoir pour rôle d'être la "maison commune de la gauche" sur les établissements d'enseignement supérieur. Pour nous, l'identité syndicale est avant tout une identité de classe. Le syndicalisme est né dans le besoin de la classe ouvrière de s'organiser et lutter pour dépasser sa condition d'exploitée», écrivaient-ils, marquant un positionnement clairement à gauche. Parmi les militants, certains sont encartés communistes, écologistes ou chez Génération·s, précise Edouard Le Bert, étudiant à Rennes-II et membre de la

FSE. Laquelle entend notamment poursuivre le mouvement de lutte contre la loi ORE ou contre la hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers.

Ses désaccords avec l'Unef sont de plusieurs ordres: d'abord, *«l'organisation en tendances»* qui, selon Adèle Labich, étudiante en sciences économiques et sociales à Nanterre, ne permettait pas à tous de s'exprimer réellement, et une «démocratie interne verrouillée».

Autre point de rupture: la perte de vitesse de l'Unef, longtemps premier syndicat étudiant, passé deuxième derrière la Fédération des associations générales étudiantes fin 2016, et sa stratégie portée sur les élections plutôt que sur les luttes du quotidien, selon les dissidents. Une critique jugée non recevable

par Mélanie Luce, présidente de l'Unef, qui regrette cette scission au nom de «l'unité»: «On est pour utiliser tous les outils que l'on a, la mobilisation comme les instances. C'est avec les deux qu'on se fait entendre. Eux estiment que les conseils étudiants détournent les étudiants de la mobilisation», juge-t-elle. «L'Unef bénéficie de son histoire, de son implantation institutionnelle et médiatique, mais dans les AG et les manifestations, elle était très absente ou très décriée, estime pourtant Thibaud Moreau, provisoirement à la tête du syndicat qu'il présente comme une ressource à disposition des étudiants pour organiser des luttes «fac par fac, sans attendre de mobilisation nationale». En attendant son premier congrès

KIM HULLOT-GUIOT



FRANCE
Libération Mercredi 29 Mai 2019

# ABUS SEXUELS «Anatrella avait une emprise incroyable SUr moi»

# RÉCIT

«Libération» a rencontré Pascal B., qui dit avoir été agressé sexuellement à 14 ans par le prêtrepsy, déjà sanctionné par l'épiscopat pour des faits similaires prescrits sur des adultes. Son témoignage pourrait changer la donne dans une affaire explosive pour l'Eglise.



# BERNADETTE SAUVAGET Photos ADELINE KEIL

ongtemps, Pascal B. a préféré se taire. Un silence pour oublier ce qu'il affirme avoir subi. à 14 ans, de la part de Tony Anatrella. Ce prêtre à la grande notoriété est au purgatoire depuis l'été dernier, quand il a été relevé de ses fonctions par l'archevêque de Paris à la suite de témoignages de trois hommes l'accusant d'agressions sexuelles, sanction dont il a fait appel à Rome. Pour l'heure, le prêtre incriminé n'a, semble-t-il, pas épuisé tous les recours. Mais le témoignage de Pascal B. pourrait changer la donne. Car pour la première fois, les faits concernent un adolescent. Jusqu'à présent, les victimes de Tony Anatrella avaient fait état d'agressions sexuelles subies à l'âge adulte.

En janvier, Pascal B., désormais proche de la soixantaine et à la retraite, a posté des messages sur Internet, livrant quelques bribes des accusations qu'il porte contre Anatrella. Lancés comme des bouteilles à la mer, ils ont retenu l'attention d'autres victimes mobilisées pour faire éclater la vérité sur les «pratiques» du «psy de l'Eglise», un surnom donné au prêtre mis en cause. Les autorités catholiques ont également réagi, en proposant à Pascal B.

de recueillir son témoignage. Il y a quelques semaines en Normandie, dans un café face à une plage du Débarquement, c'est un homme nerveux et inquiet qui a livré à *Libération* une histoire douloureuse d'abus et d'emprise.

# «MAUVAISES NOTES»

Car dans la famille B. (père cadre dans une banque et mère au foyer), Tony Anatrella a été omniprésent pendant une quarantaine d'années. Il a marié, baptisé, enterré ses membres. Philippe, le frère de Pascal B., est le premier à être tombé sous sa coupe, au début des années 70. Le prêtre assure à ce moment-là l'aumônerie du lycée Arago à Paris (XIIe arrondissement), où il est scolarisé. Le seul poste qu'il ait d'ailleurs officiellement occupé dans le diocèse de Paris auquel il est rattaché. Car Tony Anatrella a eu un parcours singulier. Il n'a jamais exercé comme curé de paroisse et a rapidement ouvert un cabinet de psy -sans que l'on sache précisément quelle a été sa formation - pour y accueillir des prêtres et des religieux en difficulté psychologique, souvent confrontés à des interrogations sur leur orientation sexuelle. Des jeunes aussi, issus de bonnes familles catholiques. Au sein de l'Eglise, le prêtre-psy est vite devenu une voix qui porte, une référence. Notamment contre l'homosexualité, stigmatisée dans ses livres et ses multiples conférences. Souvent cité. souvent interviewé. Anatrella est ainsi l'un des fers de lance de la bataille catholique contre le Pacs. A partir des années 2000, il est même devenu conseiller à la curie romaine, participant à la rédaction d'un texte qui interdit l'accès à la prêtrise des personnes homosexuelles. Contacté par Libération, son avocat, Me Benoît Chabert, n'a pas voulu répondre à nos questions. Sollicité par mail, Tony Anatrella n'a pas non plus donné suite. La route de Pascal B. croise pour la première fois celle de Tony Anatrella au début des années 70, le jour du mariage de son frère Philippe, célébré par le prêtre dans le XIº arrondissement de Paris. Philippe est à l'époque instituteur. A son divorce, il quittera l'enseignement pour devenir le secrétaire particulier, le chauffeur et le cuisinier du prélat. «Son homme à tout faire», résume Pascal B.

Lui revoit le prêtre en 1974. «Ma mère, à mon insu, m'avait pris un rendez-vous. Elle me l'a imposé, explique-t-il. Elle se demandait quoi faire de moi. Sans doute voulait-elle qu'Anatrella me recadre, m'éduque...» Pascal B. a 14 ans. Se retrouver en tête-à-tête avec cet homme l'impressionne, provoque un malaise, et même une certaine peur. Ce grand fumeur qui se débat depuis toujours avec ses angoisses se décrit à l'époque comme un «jeune chien

fou»: «J'étais très turbulent. Comme souvent avec les enfants malentendants, je me prenais des baffes par ma mère parce que j'avais de mauvaises notes en classe. Je portais aussi des cheveux longs pour cacher mes appareils auditifs.» Déjà, Pascal B. écrit des poèmes. Mais surtout, il «déconne pas mal», des bêtises qui le conduisent une fois au commissariat.

# «JE SERRE LES DENTS»

Près de quarante-cinq ans plus tard, Pascal B. décrit précisément le local de la rue de Montreuil, là où Tony Anatrella l'a reçu cette première fois. «Une séparation avait été faite avec des paravents, détaille-t-il. Il y avait deux grands fauteuils et un bureau. Il m'a fait asseoir en face de lui.» Au cours de l'entretien, les questions sur la sexualité deviennent vite insistantes. Pascal B.: «J'étais gêné. La sexualité, ce n'était pas une préoccupation ni un mystère pour moi. On en parlait entre copains. Mais pourquoi devais-je évoquer ma vie intime avec cet homme? Comme il insistait, je lui ai parlé de mon sexe et lui ai dit que je le trouvais un peu de travers quand j'avais une érection.»

Sans que Pascal B. ne le veuille, le prêtre lui fixe un rendez-vous la semaine suivante, cette fois-ci rue de Belleville, à son appartement qui lui sert aussi de cabinet de consultation. D'après les souvenirs de Suite page 18





# L'excessive discrétion de l'Eglise catholique

Les associations de victimes dénoncent le poids du secret pontifical sur les affaires de pédophilie, bloquant la transmission des informations aux plaignants.

e diocèse de Paris a toujours été extrêmement discret sur ■ l'explosif dossier Tony Anatrella, l'un des grands scandales de ces vingt-cinq dernières années au sein de l'Eglise catholique en France. Elément important: dans ses jeunes années, le futur prêtre a

eu comme condisciple au séminaire celui qui deviendra plus tard l'archevêque de Paris, André Vingt-Trois (2005-2017). Lequel lui a apporté un soutien public de poids quand les premières affaires le mettant en cause sont sorties, en 2006, lui épargnant alors des

Droit canon. Face au témoignage de Pascal B., la discrétion reste de mise. «Le témoignage de Pascal B. a été pris en compte, les autorités civiles ont été informées, et ce témoignage a été transmis à Rome», a fait savoir succinctement à Libération l'archevêché. Transmis à quel service? Pas de réponse. A quelles autorités civiles? Est-ce un signalement au procureur? Là aussi, le diocèse garde le silence. De fait, la procédure, comme il est d'usage dans l'Eglise, est placée sous le secret pontifical, sorte de secret de l'instruction qui bloque même une information minimale transmise aux

Les associations de victimes de prêtres pédophiles à travers le monde dénoncent depuis longtemps le manque de transparence de ces procédures. A Rome, lors du sommet mondial sur la pédophilie dans l'Eglise en février, il a été justement question d'assouplir ce secret pontifical, qui laisse l'institution catholique seule maître à bord et les victimes présumées sans aucune information. Toutefois, des actions individuelles commencent timidement à aboutir. Dans l'Ain, la victime d'un prêtre pédophile a obtenu mardi de la justice civile que lui soit communiqué par le diocèse le dossier tenu par l'Eglise concernant son agresseur. L'affaire Pascal B. reste, en la matière, emblématique. L'Eglise catholique refuse aussi d'indiquer si la levée de la prescription (vingt ans après la majorité des faits, selon le droit canon, le droit interne à l'Eglise) est en cours d'étude ou non. Ce n'est pas exclu, puisque cela concerne une affaire de pédophilie. A l'automne 2017, le pape François avait refusé d'accéder à une première demande de levée de la prescription dans ce cas précis, formulée à l'époque par le précédent archevêque de Paris, André Vingt-Trois. Le prétexte invoqué était que les faits concernaient des adultes majeurs.

Punition. «Le dossier n'est pas clos. la procédure est toujours en cours à Rome», assure le diocèse. En mars, l'un des services de la curie romaine (la congrégation pour le clergé) a fait savoir aux trois victimes qui ont fait sanctionner le prêtre que son recours pour lever sa punition avait été rejeté. Selon des sources proches du dossier, un autre appel a été formulé par Tony Anatrella auprès de la Signature apostolique, dirigée par le cardinal français Dominique Mamberti, un équivalent de la Cour de cassation en France. Pour le moment, le flou demeure. Mais les victimes présumées du «psy de l'Eglise» continuent, elles, à se battre pour obtenir des compensations financières pour les préjudices subis.

A l'automne, l'épiscopat français a mis en place une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les scandales de pédophilie depuis les années 50. Présidée par Jean-Marc Sauvé, ancien vice-président du Conseil d'Etat, elle devrait annoncer lundi prochain une initiative forte à destination des victimes de prêtres pédophiles.



Suite de la page 16 Pascal B., son frère lui ouvre la porte le jour dit et l'embrasse, «Il me fait entrer dans un petit bureau et s'en va. Anatrella apparaît, ferme la porte.» La pièce donne sur un cimetière. Le jeune garçon s'assoit sur une méridienne. Tony Anatrella, affirme Pascal B., l'aurait fait s'allonger et demandé de lui montrer son sexe avant de le masturber. «Je serre les dents, pensant qu'il n'ira pas au bout, se souvient-il. J'essaie de me concentrer sur autre chose, impossible de lui demander d'arrêter. Il avait remonté mon maillot pour que je ne le souille pas.» Le prêtre, selon Pascal B, va au bout, lui essuie le basventre avec un mouchoir: «Je me rhabille sans le regarder. Je suis complètement déboussolé, anéanti.» L'adolescent, traumatisé, ne dit rien, pas même à son frère Philippe qui, lorsqu'il quitte l'appartement, «prépare le repas de midi». Le silence recouvre l'agression que Pascal B. affirme avoir subie.

# «ENFOUI, ENTERRÉ, CACHÉ»

Ces années-là, il fréquente encore un peu le prêtre. Il ne pense plus à ce qui s'est passé rue de Belleville: «C'était enfoui, enterré, caché, loin de ma conscience.» Tony Anatrella organise des réunions dans un couvent, rue de Picpus, dans le XIIº arrondissement, fréquentées surtout par de jeunes élèves du lycée Arago. «Nous étions une dizaine à nous retrouver dans une maisonnette au fond d'un jardin. J'y suis allé cinq ou six fois», raconte Pascal B. Il affirme aussi qu'Anatrella faisait mettre en slip ces jeunes pour des séances collectives présentées comme de l'expression corporelle.

Très vite, Pascal B. abandonne l'école, entre dans la vie active, devient employé de banque. Mais il commence aussi à dériver. «Une des-

cente aux enfers», dit-il, évoquant «de la drogue». Un soir, il songe au suicide. Il remonte la pente après une cure de désintoxication à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales). Il tombe amoureux de sa voisine, a un premier fils, se marie. Deux autres enfants naissent. Tony Anatrella, lui, s'est incrusté dans la famille, Il célèbre le mariage de Pascal B., baptise ses enfants: «C'était sur les conseils de ma mère. Je me souvenais bien sûr de l'abus que j'avais subi. Mais je ne voulais pas en parler. J'avais peur de provoquer un scandale dans la famille et je savais qu'il trouverait les mots pour nier.» Les problèmes reviennent. Le couple bat de l'aile. Pascal B. travaille de nuit. Il est épuisé, irritable. Son frère Philippe l'encourage à consulter de nouveau Anatrella. Déboussolé. inquiet, Pascal B. retourne voir le prêtre en 1991. Dans un texte de témoignage, il écrit des mots très forts : «Anatrella a une emprise incroyable sur moi, il arrive à m'endormir, presque à m'hypnotiser, à m'affaiblir comme un serpent prêt à attaquer sa proie.» Pascal

accepte trois «séances» avec le prêtre. Ce qu'il en décrit s'apparente aux témoignages de trois hommes qui ont contraint l'Eglise catholique à (très modérément) sanctionner, l'été dernier, le soi-disant psychanalyste (lire ci-contre). Prétendant appliquer une méthode américaine, le Rolfing, Anatrella propose à Pascal B., comme à d'autres «patients», une «thérapie manuelle»: Pascal se retrouve dans une petite pièce jouxtant le bureau du prêtrepsy, nu sur un lit. «Il commence à m'effleurer, il me touche à peine mais je sens vraiment ses mains sur mon corps et j'ouvre rapidement les yeux et le vois en face de moi, à mes pieds en train de regarder mon sexe. Il parcourt mon corps de ses mains, toujours à fleur de peau, de mes chevilles jusqu'à mon entrecuisse. [...] J'ai «Je me souvenais de l'abus que j'avais subi. Mais je ne voulais pas en parler. J'avais peur de provoquer un scandale dans la famille et je savais qu'il trouverait les mots pour nier.»

Pascal B

une érection, c'est clair, mais je veux que cela s'arrête, il me demande si je veux continuer et je lui réponds que non», écrit Pascal B. dans le texte remis au diocèse de Paris. Après la troisième séance, il décide d'arrêter.

Rentré chez lui, Pascal B. téléphone au cabinet, parle à son frère qui assure le secrétariat, s'emporte quand celui-ci veut absolument qu'il continue la thérapie, raccroche. A sa femme, Véronique, qui s'inquiète, il finit par raconter qu'Anatrella l'a selon lui «masturbé» quand il était «jeune enfant»: «Ma femme est sidérée et moi j'ai la honte de ma vie.»

# «PLUS DE PARENTS»

A la fin des années 80, ses parents ont pris leur retraite dans l'Orne, dont ils sont originaires. A quelques kilomètres du village où ils se sont installés, Tony Anatrella s'est acheté une grande maison. Avec Philippe, il y passe ses week-ends. Après avoir avoué à sa femme le comportement d'Anatrella, Pascal B. en parle aussi à sa mère. «Elle appelle mon frère Philippe. Il arrive seul. [...] Je regarde mon frère

et lui dis qu'Anatrella m'a masturbé quand j'étais un jeune enfant», raconte-t-il.

Celui-ci s'emporte, selon le témoignage de Pascal B., lui reproche de n'avoir rien compris aux méthodes de thérapie du prêtre. Le lendemain, d'après Pascal B., sa mère demande des comptes au prélat qui aurait affirmé, lui aussi, que son fils n'avait rien compris à sa psychothérapie. Pascal B. supplie sa mère de le croire. Elle lui rétorque qu'il n'était pas bien à l'époque, qu'il avait pris de la drogue. «Je suis anéanti, dit-il. A partir de ce moment, je n'ai plus eu de parents, plus de frère.»

Pascal B. coupe les ponts, divorce, traîne des années durant un profond malaise. Quand la première affaire Anatrella éclate en 2006, il témoigne longuement dans le journal catholique contestataire Golias. «Il ne s'est rien passé ensuite. Personne dans l'Eglise ne m'a contacté.» Pas plus, dit-il, qu'a l'automne 2017, quand l'Eglise a été contrainte de rouvrir le dossier Anatrella. L'un des trois hommes à avoir porté plainte, Daniel L., assure pourtant à Libération avoir remis une copie de l'article de Golias au juge ecclésiastique chargé du dossier. Contacté par Libé, celui-ci n'a pas répondu.

Retiré sur la côte normande où il s'est acheté une maison, Pascal B. n'a rien suivi de ces péripéties mais s'est soudain décidé à parler publiquement en début d'année. Accompagné de Me Nadia Debbache, son avocate, il a été reçu le ler février par Mer Thibault Verny, l'évêque auxiliaire de Paris en charge de la question des abus sexuels dans le diocèse. Depuis, il ne dort guère, attend que l'Eglise réagisse, qu'elle examine à nouveau l'affaire Anatrella. Une attente que partagent les autres victimes du prêtre-psy, qui ont obtenu l'été dernier la sanction disciplinaire.

## **19**

# Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 80

## MUSIQUE

#### DISQUAIRE SÉRIEUX **ACHÈTE DISQUES** VINYLES

33 tours et 45 tours tous styles musicaux: pop rock, jazz, classique, musiques du monde,. au meilleur tarif + CD grande quantité uniquement + matériel hi fi haut de gamme. Réponse assurée et déplacement possible TEL: 06 08 78 13 60

#### **VOUS VENDEZ VOS DISQUES VINYLES?**

Lots, Collections, CDs et DVDs, Enceintes et Platines, Systèmes HIFI, Matériel DJ, Sonos, Instruments?

#### PARIS LOVES VINYL

vous propose une équipe sérieuse et ses meilleurs disquaires pour vous les racheter au meilleur prix Déplacements dans toute la France. Expertise de

collection possible. **RÉPONSE ASSURÉE** DANS LA JOURNÉE. 06 09 98 80 71

ANTIQUITÉS/

# Achète tableaux anciens

# XIX<sup>e</sup> et Moderne avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon, orientaliste, vue de Venise, marine, chasse, peintures de genre, peintres français & étrangers (russe, grec, américains...), ancien atelier de peintre décédé, bronzes,

# **Estimation gratuite**

EXPERT MEMBRE DE LA CECOA V.MARILLIER@WANADOO.FR 06 07 03 23 16

# **Immobilier**

immo-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 80

LOCATION

# RECHERCHE

30M2 vide pour CDI 960 € cc calme XVe chauff. collectif 06 50 63 19 64

# Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2019 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements - 75 (5.50 €) 92 (5.50 €) - 94 (5.50 €) 1 carifs HT à la ligne définis par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication de décembre 2018

#### **75 PARIS**

# **ENQUÊTE PUBLIQUE**



Direction de l'urbanisme Service de l'Action Foncière

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de déclassement du domaine public routier et abrogation d'alignement avenue de la Porte de Saint-Ouen à Paris 17e

Par arrêté municipal en date du 18 avril 2019, Madame la Maire de Paris ouvre une enquête publique à la Mairie du 17° arrondissement 16 à 20 rue des Batignolles - 75017 PARIS du jeudi 13 juin au jeudi 27 juin 2019 inclus sur le projet de déclassement du domaine public routier d'une emprise et l'abrogation d'alignement avenue de la Porte de Saint-Ouen à Paris 17°.

M. Jean-Paul BETI a été désigné en qualité de commissaire enquêteur

m. Jean-Paul BET1 a etc designe en quante de commissaire dequeteur.

Le dossier d'enquête, déposé à la Mairie du 17e arroissement, sera mis à la disposition du public qui pourra en prendre connaissance et y consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête :

les lundis, mardis, mercredis, vendredis de 8h30 à 17h00

les jeudis de 8h30 à 19h30

(bureaux fermés les samedis, dimanches et jours fériés)

Afin d'informer et de recevoir les observations du public, le commissair enquêteur assurera les permanences à la Mairie du 17e arrondissement les jour et heures suivants:

le jeudi 13 juin 2019 de 09h00 à 11h00 e mercredi 19 juin 2019 de 15h00 à 17h00 le jeudi 27 juin 2019 de 17h00 à 19h00

Les observations pourront également être adressées par écrit et pendant toute la durée de l'enquête au commissaire enquêteur, à la mairie du 17ème arrondissement, et, par voie électronique, sur le registre dématérialisé mis à disposition sur le site dédié : <a href="http://portedesaintouen.enquetepublique.net">http://portedesaintouen.enquetepublique.net</a> Elles seront annexées au registre d'enquête.
EP19-139 enquete-publique@publique.

# **Vous voulez passer une** annonce dans



# Vous avez accès à internet?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

http://petites-annonces.liberation.fr



www.liberation.fr 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris tél.: 01 87 25 95 00

# Edité par la SARL Libération

Libération SARL au capital de 15 560 250 €. 2, rue du Général Alain de Boissieu - CS 41717 75741 Paris Cedex 15 RCS Paris: 382.028.199

Principal actionnaire SFR Presse

Cogérants Laurent Joffrin, Clément Delpirou

cteur de la publication et de la rédaction Laurent Joffrin

Directeurs adjoints de la rédaction Stéphanie Aubert Christophe Israël, xandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef

Michel Becquemboi (édition), Christophe Boulard (technique), Sabrina Champenois (société), Guillaume Launay (web)

Directeur artistique Nicolas Valoteau

# Rédacteurs en chef adjoints

Rédacteurs en chef adjoints
Jonathan BouchetPetersen (France),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (idées),
Gilles Dhers (web),
Fabrice Brouzy (spéciaux),
Matthieu Ecoiffier (web),
Christian Losson (monde),
Catherine Mallaval
(société), Didier Péron
(culture), Sibylle
Vincendon (société)

# ABONNEMENTS

ABONNEMENTS
abonnements.liberation.fr
sceabo@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine: 384€
tél.: 0155567140

# PUBLICITÉ

Altice Media Publicité -Libération 2, rue du Général Alain de Boissieu - 75015 Paris tél.: 01 87 25 85 00

Petites annonces. Carnet Team Media 10, bd de Grenelle CS 10817 75738 Paris Cedex 15 tél.: 0187398400 hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION

IMPRESSION
Midd Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Nantes)
Imprimé en France
Membre de OJD-Diffusion
Contrôle. CPPAP: 1120 C
80064. ISSN 0335-1793.





Origine du papier: France

# Taux de fibres recyclée 100 % Papier détenteur l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier

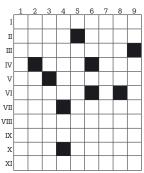
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.

Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@liberation.fr



# ONS'EN GRILLEUNE?

# Par GAËTAN GORON



HORIZONTALEMENT
I. Quand l'association miel/
champignon fait des malheurs II. Le poisson est moins connu que le jeune mammifère # Parfum de licencieuses sucettes tum de licencieuses sucettes III. Stylos de dessinateurs IV. Côté opposé sur hypoténuse #Là où vit Viviane V. Ses footballeuses sont les meilleures d'Europe # Sujet d'une grande ville belge VI. Jeune saumon VII. Il était revenu sous sides per lus neuves de la contraction de la cont saumon VII. Il etait revenu pour aider les plus pauvres# Ils sortent fort de corps sen-sibles à l'effort VIII. Probléma-tique absence de connais-sance IX. Vieux bac X. Elle est pour la sortie des Britanni ques # Filet de pêche XI. Il doit être habile et rapide en rapides

#### Grille n°1229

VERTICALEMENT
1. Blanche et blanchiment 2. Trois points, une artiste # Boira d'un trait
3. Bêtes croisant bête prétendument bête # Emil ou de la rédaction d'écrits
sombres 4. Prénom d'un chanteur populaire # Ils sont verts avant l'avantdernier mot vertical 5. On ne s'est pas penché dessus 6. Prénom de la tête
de liste coco aux européennes # Province chinoise 7. De civillistion britannique 8. Matière textile # Ne reconnaissant pas 9. Penses # Bien serrée

Solutions de la grille d'hier

Horizontalement I. CARPETTES. II. AMER. REVU. III. IONIE. RAB.

IV. PRINTEMPS. V. IT. DIOT. VI. RINER. NRA. VII. IRA. APIAN.

VIII. PIPO. TD. IX. HOAX. LÉIA. X. ALLIGATOR. XI. SAMARKAND.

Verticalement I. CAIPIRINHAS. 2. AMORTIR. OLA. 3. RENI. NAPALM.

4. PRINCE. IXIA. 5. ET. RAP. GR. 6. TR. ED. POLAK. 7. TERMINI. ETA.

ZIVARDATION G. SUBSTANDADE. 8. ÉVAPORATION. 9. SUBSTANDARD

# ON S'EN GRILLE UNE AUTRE ?

Mots croisés, sudoku. échecs... Retrouvez tous nos jeux sur mobile avec RaJeux, la nouvelle appli de Libération



Déjà disponible sur iOS et Androïd

# **▶ SUDOKU** 3985 MOYEN

	6			8	5			
	7	1	9		4	3	6	
	8	9	1			5	2	
8			Г	5		6	3	Г
6			8		2			9
	9	5		1				
	2	6	П		1	8	4	
	5	8			6	7	1	
4				4				

	5	1				6	7	
			9		5			
8		4		6				2
9	2		4		3		6	5
4				5				3
6	3		1		8		2	7
5				8				1

8 5

**■ SUDOKU 3985 DIFFICILE** 

SUDOKU 3984 MOYEN									
2	3	4	9	5	1	6	7	8	
8	5	9	4	6	7	1	2	3	
6	7	1	2	3	8	9	4	5	
7	8	3	6	4	9	5	1	2	
9	2	6	5	1	3	7	8	4	
1	4	5	7	8	2	3	6	9	
3	1	7	8	9	4	2	5	6	

Solutions des 598126437 grilles d'hier

DOKU 3984 DIFFICILE									E
Ī	2	4	5	3	6	7	8	9	ı
								3	
Ī	8	3	9	1	2	4	5	6	1
								2	
								5	
Γ	1	2	6	5	7	3	4	8	l
ľ	7	6	2	4	9	5	3	1	ı
								4	
Ī	9	1	3	8	5	6	2	7	l
_	_								•

4 9





L'OM recrute l'entraîneur André Villas-Boas L'Olympique de Marseille a officialisé

mardi l'arrivée de l'entraîneur portugais André Villas-Boas, qui prendra ses fonctions à partir du 1er juillet en remplacement de Rudi Garcia. Agé de 41 ans, l'ancien coach de Porto, Chelsea, Tottenham et du Zénith Saint-Pétersbourg «a signé un contrat de deux ans». PHOTO AFF

Le tribunal de grande instance de Nanterre a confirmé mardi que le droit français s'appliquait bel ét bien au chanteur. Une victoire pour ses aînés, David et Laura.

# RENAUD LECADRE

ean-Philippe Smet, dit Johnny Hallyday, est donc bien français -vaguement franco-américain mais en aucun cas américain tout court. Ainsi en a jugé mardi le tribunal de Nanterre, attestant de «la durée et de la régularité de sa présence en France». En conséquence de quoi l'ex-idole des jeunes ne saurait déshériter ses quatre enfants (ses aînés, David et Laura, mais aussi ses filles adoptives, Jade et Joy) au profit exclusif de sa veuve, Laeticia. Le droit français devra donc prévaloir, même si le feuilleton de l'héritage est bien parti pour durer encore quelques années.

Pour en arriver là, la justice française n'aura négligé aucune piste. Admettant que Johnny Hallyday avait une «fascination pour la musique, les costumes, les motos et les paysages américains», le jugement note que sa «carrière artistique était exclusivement française». Et de s'en remettre aux «données spatio-temporelles» pour conclure que Johnny ne résidait aux Etats-Unis «que par intermittence».

«Grâce». David, fils aîné, avait remis aux mains de la justice un «tableau de géolocalisation Instagram» visant à franciser un peu plus son père musicien, au moins 168 jours par an. Laeticia, la veuve, s'était fourvoyée sur les réseaux sociaux, tweetant frénétiquement sur une «chasse aux œufs dans le jardin du Palais-Royal» ou se disant «touchée par la grâce sur les toits de l'Opéra»... Jusqu'à la célébration de l'anniversaire de Line Renaud en 2016, en leur très française résidence de Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) - «en présence de Brigitte et Emma-



Hommage à Johnny, sur les Champs-Elysées, le 9 décembre 2017. PHOTO BOBY

# **Johnny Hallyday,** son pays c'est la France

nuel Macron», précise le TGI de Nanterre. «A la maison». avait alors tenu à tweeter Laeticia. Le jugement revient aussi sur le nomadisme fiscal de Johnny. En 2011, alors qu'il était censé résider depuis quatre ans aux Etats-Unis, il rédigeait un premier testament: «J'entends que ma succession soit liquidée entièrement et exclusivement par le droit suisse.» Commentaire un poil ironique du tribunal: «Il n'est pas possible de se dire résident en Suisse et de vivre dans un autre pays, autrement qu'en infraction avec la législation.»

Chaque détail prend toute son importance. Johnny, en bon citoyen français, aura

ainsi voté à la présidentielle de 2017, mais depuis le consulat de Los Angeles. Au plan médical, il disposait d'une assurance américaine avant de se faire soigner en France. Il y a aussi son compte bancaire outre-Atlantique: «Les paiements en dollars sont d'un montant peu significatif en comparaison des virements

réalisés en euros», pointe le jugement. Et si Johnny et Laeticia étaient si sûrs de leur bon droit américain, pourquoi passer par cette ribambelle de trusts offshore? La défense de Laeticia Boudou, épouse Smet, aura argumenté en vain que «la reconnaissance du public français

ne participe pas d'un lien

étroit et stable avec un pays» – les fans de Johnny apprécieront. Dans la même veine, le TGI de Nanterre prend soin de souligner que des six témoins du voisinage américain de Johnny, «aucun ne semble avoir fait partie du cortège lors des funérailles du chanteur». Là encore, Laeticia aura multiplié les preuves d'amitiés transatlantiques: seule demeure au dossier une facture de 70,000 euros pour transbahuter à L.A. des copains ou copines français.

«Mathématique». Autre balle dans le pied: quand la «géolocalisation Instagram» de David atteste d'une présence «a minima» de 168 jours sur le sol français, la contre-preuve de la veuve en évoque 158 - le tribunal se

permettant de «relativiser la précision mathématique du décompte allégué de la partie américaine». Coup de pied de l'âne adressé à la «personnalité préférée des Français et l'une des plus présentes sur la durée dans le paysage médiatiaue français» par les magistrats: «La famille du chan-

teur possédait dans les deux pays une maison et un personnel affecté à l'année.»

de grande

Nanterre

Avec ce clin d'œil ciné: Rock'n Roll, film de Guillaume Canet, sorti en 2017, dans lequel Johnny et Laeticia Hallyday jouaient leur propre rôle, fut tourné en France, à Marnes-la-Coquette! Le chanteur s'était expliqué de son tropisme vankee, dans une autobiographie en 2013 : «Je me suis toujours demandé pourquoi, aux Etats-Unis, quand t'as une belle voiture, les mecs sourient et te disent formidable, et en France on te traite de voleur.» Une autre fois, il confessera qu'il «aurait évidemment bien aimé faire carrière» dans la patrie du rock. Il n'aura même pas réussi à y résider durablement.



21





## La chronique «Fil vert» Devenir la première aggloméra-

tion française «zéro carbone»: c'est l'ambition du maire de La Rochelle, Jean-François Fountaine, à l'horizon 2040. Son projet, financé par l'Etat, vise notamment à développer les bus électriques, promouvoir la marche à pied, rénover les passoires énergétiques ou encore favoriser la préservation des marais et du littoral. PHOTO AFF

# «Donc, dorénavant, le maire d'une ville peut faire le point sur une enquête criminelle en cours, en donner les avancées dans les médias. Il faut qu'on pense à préciser dans le code de procédure pénale que le maire dirige la police et fait la com.»

# YOUSSEF BADR

porte-parole du ministère de la Justice sur Twitter

Les déclarations répétées du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, et du maire de Lyon, Gérard Collomb, à propos de l'enquête sur l'attaque au colis piégé à Lyon, ont suscité de nombreuses réactions au sein de la justice. Parmi elles, celle du procureur de Paris, Rémy Heitz, rappelant qu'il était «le seul» autorisé à rendre publics des éléments couverts par le secret de l'enquête

# L'initiatrice de #Balancetonporc jugée pour diffamation

C'était le 13 octobre 2017. Une semaine après le hashtag explosif #MyHarveyWeinstein, deux iours avant la déferlante #MeToo. Ce jour-là, Sandra Muller, journaliste française installée à New York, lâche sur son compte Twitter: «#Balancetonporc! Toi aussi raconte en donnant le nom et les détails d'un harcèlement sexuel que tu as connu dans ton boulot. Je vous attends.» Puis, quelques heures plus tard: «Tu as des gros seins. Tu es mon type de femme. Je vais te faire jouir toute la nuit. Eric Brion, ex-patron de Equidia. #Balancetonporc.» Son second message est rediffusé plus de 2500 fois. Sandra Muller ne le sait pas encore,

mais elle vient de créer ce qui deviendra l'emblème de la libération de la parole des femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

Un an et demi plus tard, la voilà poursuivie pour diffamation par l'homme qu'elle avait accusé. Eric Brion l'attaque pour s'offrir «l'occasion de se défendre devant un vrai tribunal», comme l'explique à Libération son avocate, Marie Burguburu. Ce mercredi, Sandra Muller sera jugée devant la 17e chambre civile du tribunal de grande instance de Paris. A l'époque de la tornade médiatique, l'homme mis en cause par Sandra Muller avait préféré garder le silence, avant de faire le choix

de s'exprimer, deux mois plus tard, dans une tribune publiée par le Monde pour réclamer «le droit à la vérité et à la nuance» et présenter ses excuses. «J'ai effectivement tenu des propos déplacés envers Sandra Muller, lors d'un cocktail arrosé très tard dans une soirée, mais à une seule reprise. Elle me plaisait. Je le lui ai dit, lourdement. Et une seule fois, je tiens à le préciser. Je ne veux certainement pas me disculper de ma goujaterie d'alors. Je lui réitère ici mes

Aujourd'hui, le plaignant réclame 50 000 euros de dommages et intérêts et la suppression du tweet. «#Balancetonporc est un appel à la

délation et c'est une délation mensongère», insiste son avocate. «Quelle mouche a piqué M. Brion pour qu'il change à ce point de stratégie?» s'offusque de son côté Francis Szpiner, l'un des avocats de Sandra Muller, contacté par Libé. «M. Brion a reconnu avoir eu un comportement grossier et blâmable envers ma cliente. Au lieu de se faire discret, il l'attaque en justice. Ce procès est une "baupinade"», en référence à Denis Baupin, l'ancien député écologiste qui avait décidé d'attaquer en diffamation six femmes l'accusant de harcèlement et d'agressions sexuelles. Et qui avait perdu en avril.

ANAÏS MORAN

# «Vous promenez M. Macron pour l'emmener manifester?»

Il inaugure une longue série: le premier procès des «décrocheurs» s'est tenu ce mardi à Bourg-en-Bresse (Ain), A ce jour, 53 portraits du président de la République ont été «réquisitionnés»

dans des mairies par des militants

d'ANV-Cop 21 qui dénoncent «l'inaction climatique et sociale» de l'Etat. Six membres du groupe de Villefranche-Beauiolais-Saône ont donc comparu pour «vol en réunion et par ruse», après avoir subtilisé le 2 mars, avec sept autres personnes, la photo d'Emmanuel Macron dans la salle des mariages de Jassans-Riottier et avoir refusé, pour cinq d'entre eux, de se soumettre à un prélèvement ADN. Le maire de cette commune de 6000 habitants s'est porté partie civile.

En début d'après-midi, plusieurs centaines de personnes se sont réunies devant le palais de justice de Bourg-en-Bresse pour scander «décrochons Macron», tandis que les prévenus entraient dans l'édifice. Ouatre hommes et deux femmes, âgés de 36 à 63 ans. encourent jusqu'à dix ans de prison et 150 000 euros

d'amende. «On a des parcours de citoyens assez classiques, on n'est pas des super-héros du climat ou de la militance, ontils expliqué lors d'une conférence de presse. Mais on est

empreints d'un À LA BARRE sentiment de légitimité vis-à-vis

de cette lutte, on refuse de voir nos conditions de vie changer dramatiquement.»

Pour témoigner du «chaos climatique» à venir, les avocats de la défense ont fait citer à la barre trois «sachants»: Wolfgang Cramer, directeur de recherche au CNRS et contributeur du Giec, Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, et Frédi Meignan, président de Mountain Wilderness France. Peine perdue: le président du tribunal, Hervé Blanchard, a refusé leur audition, arguant qu'ils «ne connaissent pas les prévenus et étaient absents durant les faits». Le magistrat, malgré le cadre contraint de l'audience correctionnelle, va cependant laisser un large es pace à la revendication politique lors des débats. «Il a pu annaraître au'il s'agissait d'un simple emprunt servant pour une vraie cause, je n'ai

pas à en juger, mais quel est le lien de nécessité consistant à voler un portrait du président pour sauver l'humanité?» demande-t-il. «C'est un moyen de se faire entendre et dirait-on, on a tapé juste», répond un prévenu. «Vous avez décroché le portrait de Macron parce que l'Etat a décroché de ses engagements, c'est ça?» tente le président.

Mais où est sont passés les clichés? Ils «ressortent sur le territoire à des occasions importantes», ont expliqué les militants dont l'objectif est d'atteindre les 125 portraits en vue du G7, organisé à Biarritz fin août. 125, comme le nombre de jours au-delà duquel la France a grillé toutes ses ressources. «Vous promenez M. Macron pour l'emmener manifester, voir la réalité de près?» résume le président. A un autre prévenu, il demande: «C'est quand même un peu une atteinte à l'autorité de l'Etat?» Réponse du militant: «J'espère que l'autorité de l'Etat ne se résume pas à un portrait dans une salle de mariage.» Le jugement a été mis en délibéré au 12 juin.

MAÏTÉ DARNAULT

(à Bourg-en-Bresse)





Benoît Paire lors du match

Pierre-Hugues Herbert, contre le Russe Daniil Medvedev (14e mondial) lundi, à Roland-Garros.

# HERBERT FACE À PAIRE Sets à la maison

L'ex-partenaire de double de Nicolas Mahut affronte ce mercredi son compatriote en première semaine de Roland-Garros. Avec son jeu vintage, il s'émancipe en simple.

# GRÉGORY SCHNEIDER

ne coïncidence troublante. D'habitude, on est ensemble, là non, mais...» Lundi, après sa fantasque victoire (4-6, 4-6, 6-3, 6-2, 7-5) contre le 14º mondial russe Daniil Medvedev, le Français Pierre-Hugues Herbert (28 ans) a utilisé l'expression à plusieurs reprises comme on lance une sonde devant les micros. Elle est restée pendante, en suspens: elle tournait encore dans la tête de quelques présents alors que l'Alsacien avait vidé les lieux. On donne

dans l'ésotérisme: les deux premières manches perdues avant une folle remontée et une victoire finale, c'est exactement ce qu'avait vécu la veille son ex-partenaire de double Nicolas Mahut, «[son] grand frère» plus âgé de neuf ans, vainqueur la veille de l'Italien Marco Cecchinato avec ce truc un peu épique, entre la bravoure et l'invitation au suicide, qui s'attache aux pas des joueurs de volée Porte d'Auteuil.

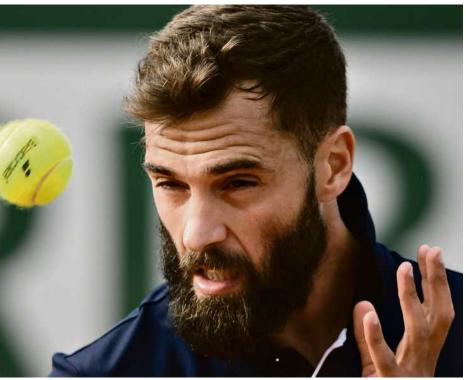
wolce Forte d'Atteun. Herbert a plutôt joué moche contre Medvedev, «celui qui prenait l'initiative perdait le point» (Herbert) mais peu lui importe: il s'est offert un sommet émotionnel. Et c'est bien le seul horizon qu'on lui voit, à lui comme aux autres, dans un tournoi écrasé depuis une dizaine d'années par les deux (Rafael Nadal et Novak Djokovic) ou trois (Stanislas Wawrinka hier, Dominic Thiem aujourd'hui) mêmes joueurs. Une parabole, ô combien modeste, de la pratique sportive entendue par le commun des mortels: vivre vite. grimper aux rideaux et se faire des souvenirs. Herbert quittera peutêtre le tournoi dans la journée de mercredi puisqu'il sera opposé à son compatriote Benoît Paire, vainqueur dimanche du tournoi de Lyon. Mais on ne lui enlèvera rien. «J'ai mis un peu de temps à réussir à communier avec le public, expliquait Herbert. Mais j'ai fini par aller le chercher et il a poussé, poussé... J'ai vécu un truc dingue. La plus belle [victoire] émotionnellement.» «Une très belle expérience pour lui, racontait son père dans l'Equipe. Ce partage, cette communion, c'est quelque chose qu'il n'arrive pas toujours à faire.»

# HORS SYSTÈME

Sur le circuit, Herbert passe parfois pour un garçon étrange. Il y a déjà la gémellité avec Mahut, qui le suit donc jusqu'en simple dans ce Roland-Garros 2019: les quatre tournois du Grand Chelem remportés par le double tricolore entre 2015 (l'US Open) et 2019 (Australie) et les campagnes de Coupe Davis, tellement exposées médiatiquement dans l'Hexagone qu'elles caractérisent le joueur.

Cette exposition rend cependant justice à Herbert: confronté à une défiance de certains proches et jugeant lui-même ses résultats peu encourageants, le joueur s'est essentiellement consacré dès 2014 à sa carrière en double. Il y a gagné le plus clair de ses gains en tournoi -plus de 6 millions de dollars  $(5360\,000\,\mathrm{euros})$  – et une place au soleil: introduit par Mahut au Tennis Club de Paris, le natif de Schiltigheim (Bas-Rhin), qui s'était construit hors système sous l'empire de son père entraîneur, revient dans les petits papiers des grands manitous du tennis français, comme Thierry Champion ou Yannick Noah. Quand ce dernier reprend l'équipe de France de Coupe Davis en 2015, il encourage le joueur à poursuivre sa carrière en double. Le destin de Herbert tourna un matin de novembre 2017, quatre jours avant la finale de Coupe Davis organisée à Lille face à la Belgique de David Goffin. Noah a préalablement écarté Herbert du double, il compte partir avec Julien Benneteau et Nicolas Mahut, en plus de Jo-Wilfried Tsonga et Lucas Pouille pour les simples. Herbert est écœuré. Ouand il se pointe le lundi à l'entraînement, il se fout de tout: en roue libre, il expédie des mines sur chaque frappe et, comme souvent en pareil cas, le relâchement aidant, il nettoie les lignes sur chaque frappe ou presque. Peut-être que Noah est impres-





l'opposant au Roumain Marius Copil, lundi à Roland-Garros. PHOTOS PHILIPPE LOPEZ. AFP

sionné par cette marque de caractère, peut-être qu'il tombe dans le panneau. Toujours est-il que le capitaine décide de «laisser Herbert vivre sa folie», selon un témoin, ce qui le conduit à le réintégrer dans l'équipe avec Richard Gasquet au détriment de Benneteau et, surtout, de Mahut, son frère d'armes, Ces deux-là se mettront une biture phénoménale. Et Mahut fondra en larmes le vendredi, pendant l'exécution des hymnes.

# PIED DE NEZ

Herbert prendra le point du double, il ira aussi chercher - avec Mahut cette fois - celui d'une finale 2018 où le double tricolore fut le seul îlot de résistance d'une équipe écrasée par la Croatie, et on se rappelle un Herbert n'ayant pas précisément le triomphe modeste, faisant des gestes bizarres avec ses doigts en conférence de presse et s'exprimant avec une certaine afféterie, dans le sillage d'un Noah méprisant ouvertement son auditoire médiatique. Deux mois plus tard, Herbert remportait l'Open d'Australie avec Mahut et lui expliquait qu'il allait désormais vivre sa vie de joueur de simple, à 27 ans. Une forme d'émancipation, peut-être un pied de nez:

# «Je n'oublie pas que c'est le double qui m'a permis d'arriver là où je suis.»

**Pierre-Hugues Herbert** 

en 2013, l'un de ceux qui gouvernaient sa carrière ne lui voyait «aucune perspective en simple». Mais Denis Shapovalov, Tomás Berdych, Fernando Verdasco ou encore Kei Nishikori sont tombés face à Herbert cette saison, tous sur terre battue. Si le style à la fois vintage et profondément français - jeu vers l'avant, on fait tout pas trop mal mais rien très bien - du joueur eut payé, il paie encore.

Surtout dans un contexte où tout le monde joue de la même façon et où un type comme lui bénéficie de l'effet de surprise. Lundi, le 43e mondial faisait plaisir à voir. On a eu l'impression qu'il y voyait très clair, à la fois dans la conduite à tenir sur le court et dans les tenants et aboutissants de sa démarche en dehors. Au vu de la vitesse de ses progrès en individuel, n'a-t-il pas des regrets

d'avoir fait le grand saut aussi tard? «Non. Je n'oublie pas que c'est le double qui m'a permis d'arriver là où je suis. C'est vrai que mettre l'accent sur le simple m'apporte quelque chose et, après l'Open d'Australie, j'ai eu l'impression que c'était le moment. Il est trop tôt pour tirer un bilan mais il faudra le faire, c'est vrai.» Plus loin: «Quand je suis à 100% de mon énergie, j'ai l'impression que je réfléchis trop. Du coup, je déjoue un peu. La fatigue me facilite les choses : ie me lâche.» Herbert est un drôle d'oiseau.

Paire en est un autre: un type qui publie sur son compte Instagram une photo de lui avec son dos griffé pour témoigner de ses folles nuits ne peut pas être pris à la légère non plus. Sa nature fantasque est propour apprécier le moment.

# Au deuxième tour, la France court toujours

Le début de Roland-Garros a été clément pour les joueurs français, qui sont huit à fouler la terre battue ce mercredi, pour une étape qui sera bien plus compliquée.

utre le duel franco-français entre Pierre-Hugues Herbert et Benoît Paire, la journée de mercredi verra six Français retrouver les courts, signe aussi que le premier tour a été clément pour le camp tricolore. L'opposition aura ainsi valeur de baptême du feu. Jo-Wilfried Tsonga (34 ans, 82º mondial) va rentrer dans le (très) dur face à Kei Nishikori, 7e mondial (il vaut sans doute moins bien sur terre battue), et on confesse une fascination pour le Japonais confronté à l'exercice médiatique: un long travail sur le lisse – à moins qu'il ne s'agisse de la «froideur» ou du «flasque» en hommage au musicien neurasthénique Erik Satiequi met les nerfs des journalistes nippons à l'épreuve, encore que ceux-ci peuvent se rabattre sur son entraîneur, l'ex-champion américain Michael Chang, vainqueur Porte d'Auteuil il y a trente ans, lequel patrouille régulièrement dans les allées du tournoi.

Tiède. Ecouter Nishikori, c'est sucer une glace à l'eau. Qui serait tiède. Outre Tsonga, un second «Mousquetaire» (1) est programmé dans la journée: Richard Gasquet sera opposé à l'Argentin Juan Ignacio Londero, dans un match que l'on pressent comme un éloge de la patience et de la sécurité maximum - Gasquet est très fort dans le genre – sur chaque frappe. Le Biterrois n'a pas disputé le moindre tournoi depuis six mois, la faute à une opération à l'aine qui l'a fait, de son propre aveu, «énormément souffrir»: «J'ai toujours des interrogations, au niveau physique notamment. Mais ça va de mieux en mieux.» Ce n'est pas d'hier: depuis quelques saisons, Gasquet donne l'impression d'écouter son corps en même temps qu'il joue. Difficile quand même de faire les deux à la fois.

Trottinette. Corentin Moutet (20 ans, 110e) aura affaire à très forte partie avec l'Argentin Guido Pella, 23e mondial et quart de finaliste récemment à Barcelone et Monte-Carlo, Habitué des tournois Challenger et en difficulté dès qu'il se risque sur le circuit ATP, Moutet frapperait un grand coup s'il passait ce tour-là. Partenaire de double de Pierre-Hugues Herbert. Nicolas Mahut (37 ans) étirera son crépuscule de joueur face à l'Allemand Philipp Kohlschreiber, à peine moins âgé que lui (35 ans), dans l'intimité du court 14: on s'y est un peu perdu dans ce qu'il était possible de comprendre quand Mahut a répondu à la question de savoir s'il faisait ses adieux au tournoi mais, selon les exégèses, c'est plutôt oui. Sauf qu'il ne veut en aucun cas en faire une grande affaire: une posture somme toute modeste, en ligne avec le bonhomme. Dans le tableau féminin, Diane Parry, devenue lundi à 16 ans la plus jeune joueuse à remporter un match dans le grand tableau depuis 2009, tentera de rééditer l'exploit contre la Belge Elise Mertens, Résidant à Boulogne-Billancourt, elle a l'habitude de venir s'entraîner à Roland-Garros en trottinette: «Mais là, j'y vais en voiture avec ma maman.» Enfin, Kristina Mladenovic affrontera la Croate Petra Martic.

Très sûre de ses qualités quand elle s'exprime publiquement, même en dépit de ses résultats, Mladenovic a lâché l'une des phrases de la semaine: «Je vais peut-être vous étonner, mais Martic est clairement favorite, du moins à mes yeux. C'est une joueuse peu connue mais elle passe systématiquement les premiers tours quand elle joue sur terre, c'est une joueuse vraiment dangereuse.» En fait, puisque Martic est 31e mondiale et Mladenovic 51e, il n'y a pas beaucoup de raisons de s'étonner. Voire aucune.

(1) Voire un 3º si Gaël Monfils n'a pas pu terminer mardi son match de premier tour contre le Japonais Taro Daniel.





24 🍑 Libération Mercredi 29 Mai 2019



# Europe : l'élection d'une nouvelle ère



Au Parlement européen de Strasbourg, le 19 mai. PHOTO PASCAL BASTIEN

# Un pays qui s'émancipe

En faisant échec aux corporatismes politiques issus de l'après-guerre, le scrutin de dimanche a créé une situation inédite. Pour la première fois, les électeurs ont voté pour des partis qui mettent l'Europe au cœur de leur projet et demandé un Etat européen de plein exercice.

e changement social se manifeste souvent d'abord par ce dont on ne parle plus.
Dans l'élection des députés au Parlement européen qui vient d'avoir lieu, ce dont on ne parle plus, c'est d'une éventuelle disparition ou même d'un affaiblis-

sement de l'Union européenne. C'est sans doute la première fois que les citoyens européens ont voté pour élire leur Assemblée dans les conditions les plus proches d'une élection législative «normale»: des thèmes, des partis, des choix.

Cet événement est constitué par la combinaison de cinq traits maieurs:

1) Une participation en hausse notable (51%, la meilleure depuis vingt ans): l'Europe intéresse les Européens.

2) On a voté sur les enjeux européens et les vainqueurs sont ceux qui mettent l'Europe au centre de leur projet, en positif (progressistes et écologistes, tous deux fédéralistes, font à eux deux près de 53% à Paris) ou en négatif (nationalistes europhobes).

3) Les Européens demandent un Etat européen de plein exercice pour l'Europe: pour le climat et la biodiversité, pour des actions économiques et sociales volontaires, pour la défense des frontières et la souveraineté économique et géopolitique face à la Russie, à la Chine et aux Etats-Unis.

4) Les scènes politiques nationales ont fini par intégrer les enjeux européens. Ceux qui n'ont pas compris cette mutation l'ont payé cher.

5) Les nationalistes n'ont pas réussi de percée spectaculaire, ils capitalisent des progrès précédents, sans plus. Ils sont stables là où ils étaient déjà forts (Hongrie, Pologne, Italie, Autriche, France, où le parti de Marine Le Pen fait moins bien qu'en 2014). On n'observe pas de dynamique sensible ailleurs. En fait, il s'agit sans doute de la première élection d'une nouvelle ère. Depuis dix ans, l'Europe a tangué mais elle a tenu. La crise de 2008 a été une épreuve pour l'UE mais ses choix auda-



En hauts lieux, on se lamentait d'un peuple qui se détourne de la politique, d'un peuple qui boude l'Europe. Dimanche, les citoyens européens ont montré qu'ils s'intéressent à la politique et au destin de leur continent (la participation est en nette hausse par rapport à 2014). Ils savent ce qu'ils veulent, ou plutôt ce dont ils ne veulent plus. Les partis politiques qui ont rythmé la social-démocratie depuis quarante ans ont gentiment été balayés. Recomposition idéologique, les géographes Jacques Lévy et Sylvain Kahn y voient la naissance du «pays» européen, «l'émanation d'une société européenne bien vivante, que les rentes et les corporatismes politiques cristallisés dans l'après-guerre masquaient». Mais

l'optimisme d'un renouveau ne doit pas effacer deux urgences. Répondre à Marine Le Pen par «une philosophie qui réaffirme la nature de l'Europe comme espace intellectuel démocratique», estime la philosophe Perrine Simon-Nahum. Et rassembler la gauche autour de l'idée européenne. Oui, c'est possible dit l'économiste Lucas Chancel (lire page 26).

«Le nouveau **Parlement** européen, élu au scrutin proportionnel, présente les grandes lignes politiques de la société européenne dans sa diversité et dans ses convergences.»

cieux ont montré comment une politique monétaire unifiée et décomplexée, à l'abri d'une monnaie continentale, peut protéger des fluctuations de l'économie mondiale. Le traitement chaotique de la crise des réfugiés a illustré les divisions des Européens sur les migrations et suscité une demande régalienne d'Europe. Par ailleurs, grâce aux politiques publiques de «cohésion». l'UE constitue un puissant levier de développement et, surtout à l'Est, il n'est pas question d'y renoncer. Enfin, le Brexit a profondément divisé les Britanniques, mais a, au bout du compte. renforcé l'unité des Européens. Le nouveau Parlement européen, élu au scrutin proportionnel, présente les grandes lignes politiques de la société européenne dans sa diversité et dans ses convergences. Cette vie politique est elle-même l'émanation d'une société européenne bien vivante, que les rentes et les corporatismes politiques cristallisés dans l'après-guerre masquaient. Le fait que la Chambre haute, le Conseil de l'Union européenne, soit composée de dirigeants d'exécutifs nationaux illustre cette strate qui devient archaïque. Cette élection met fin, de fait, au duopole entre la «gauche» et la «droite» de «gouvernement». Les politiques publiques décidées au sein du nouveau Parlement européen seront non seulement à l'échelle continentale des enjeux, mais à celle de l'Europe comme société: à géométrie variable, avec des lignes de clivage mouvantes selon les problèmes à résoudre et les registres d'action. Les populistes se retrouvent coincés par le fait que leurs électeurs ne veulent plus sortir de l'UE et qu'ils plébiscitent Erasmus, l'euro, Schengen, et le corps des gardes-frontières. La recomposition européenne pousse plus loin les recompositions nationales. En Allemagne, les deux grands partis traditionnels font tous deux des scores médiocres en comparaison des précédents scrutins, à la différence des Verts. Le projet de nationalisme de gauche porté par les communistes et leurs avatars, déjà peu attractif, s'affaisse encore. Pour capter la défiance nationaliste vis-à-vis de l'UE, l'extrême droite est clairement la mieux équipée. L'inversion des scores entre le Mouvement Cinq Etoiles «antisystème ni de droite ni de gauche» et la Ligue est à cet égard significatif tout autant que la déroute de La France insoumise. Les configurations parlementaires actuelles vont devoir bouger: les PS/PSD espagnols, portugais, italiens, qui sont en progrès, sont en fait très proches du nouveau groupe progressiste en voie de formation tandis que les deux grands groupes PPE et S&D, affaiblis doivent se réinventer.

La scène européenne participe donc clairement d'un projet de société multiscalaire, du local au mondial, tandis que ceux qui crojent que le niveau national suffit vont certes peser, mais de manière défensive, comme mouvements «provinciaux». Comme lorsque des courants nostalgiques, animés par des notables agrariens menacés dans leurs privilèges, contestaient, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, la construction de scènes publiques nationales. Les Européens envoient un message somme toute assez clair: pour résoudre leurs problèmes, ils veulent se gouverner eux-mêmes à l'échelle de leur pays et pour cela, ils ont un outil dont ils n'imaginent même plus pouvoir se passer: l'Union européenne.

# SYLVAIN KAHN

Géographe, professeur





## et JACQUES LÉVY Géographe, professeur à l'EPFL et à l'université de Reims. Ils viennent de publier le Pays

des Européens (Odile Jacob).

# Un espace intellectuel démocratique

Face aux nationalismes, il faut promouvoir un universalisme européen à partir de la philosophie. Et refonder la discipline sur les principes qui ont construit l'Europe politique.

# PERRINE SIMON-NAHUM



directrice de recherches au CNRS, professeure à l'ENS

e scrutin de dimanche a surpris par la poussée des partis écologistes et l'émergence, comme une force essentielle au sein du Parlement, des Verts-ALE et de l'ADLE. Cela confirme en France l'effacement du clivage droite-gauche, mais aussi plus généralement en Europe le fossé qui sépare ceux qui entendent continuer de faire de l'Europe une force de projet et ceux qui cherchent, au contraire, à la transformer de l'intérieur en fer de lance d'un nationalisme européen. Face à cet oxymore, il faut en opposer un autre, non moins volontariste et promouvoir un universel européen. Ceci renvoie à l'idée développée par le philosophe italien Roberto Esposito lors de son récent passage à Paris, et confirmée dimanche soir, d'une nature consubstantielle de la philosophie et de l'Europe. Ce que Marine Le Pen désigne abusivement comme le «clivage nationaux-mondialistes» doit nous conduire à lui opposer une philosophie pour l'Europe, c'est-à-dire une philosophie qui réaffirme la nature de l'Europe comme espace intellectuel démocratique. Refonder l'Europe à partir de la philosophie, refonder la philosophie sur les principes qui ont construit l'Europe politique. Le thème de l'environnement ne peut y suffire mais

il constitue un point de départ

De ce point de vue, le Parlement sorti des urnes pourrait bien devenir la nouvelle force de démocratisation de l'Europe. D'une part, il n'est pas utopique de penser qu'en réaction à la forte présence en son sein de députés populistes qui constitueraient, s'ils n'étaient divisés, la deuxième force politique, la majorité démocratique prendra cons-cience de la mission de redevenir une force de proposition politique. D'autre part, la présence en son sein de forces écologiques et libérales importantes laisse présager des discussions de fond sur le sens des politiques qui seront votées.

La philosophie y trouvera également un nouveau souffle. Alors qu'elle s'est longtemps érigée en contre-pouvoir, le nouveau visage du Parlement lui enjoint, au contraire, de venir renforcer la politique, de la conforter désormais de l'intérieur. La présence des partis nationalistes l'y oblige; celle des écologistes lui en offre l'opportunité. Il ne s'agit pas. bien sûr, pour elle d'abandon-

La tension explicite entre un universalisme des valeurs et un territoire géographiquement défini fait signe vers ce que doit être la tâche de la philosophie et sa dynamique. ner sa part critique, celle qui appelle à entendre la voix des plus faibles. Mais elle doit également - et ceci est particulièrement vrai dans le cas d'une Europe qui souffre de ne pas savoir traduire des idées en politique - prendre en charge la dimension pragmatique de l'action politique.

C'est ici que la notion d'universel européen prend tout son sens. La tension qu'il rend explicite entre un universalisme des valeurs et un territoire géographiquement défini fait signe vers ce que doit être la tâche de la philosophie et sa dynamique. Elle peut, pour ce faire, s'inspirer du fonctionnement des institutions démocratiques. Tout en se réclamant de principes universels, celles-ci prennent le visage de majorités successives – dans le respect de mino-rités susceptibles de parvenir à leur tour au pouvoir - et se présentent comme le lieu de confrontation de visions différentes et de leur résolution. Les institutions sont à la fois garantes des pouvoirs et des contre-pouvoirs. Cela ne veut pas dire qu'elles soient parfaites. Mais elles portent en elles l'assurance de la rencontre des forces en présence selon les règles de la démocratie. De la même façon, la philosophie ne doit chercher ni à unifier les points de vue dans un dépassement dialectique ni prétendre seulement lutter contre toutes les négativités. Il lui faut, plus modestement, mesurer le pour et le contre de chaque position mais aussi, de façon plus ambitieuse, présenter la nécessité du choix comme le propre d'une société aui se revendiaue comme telle dans les décisions qu'elle prend. L'Europe n'est plus, comme le disait Renan, un consensus de chaque jour mais le dépassement librement accepté de différences exprimées, le consentement à un ordre démo cratique qui assume des choix au nom d'une majorité et les traduit en politique. Tel serait le sens d'un universel

Libération Mercredi 29 Mai 2019 26



# Concilier les gauches sur l'Europe, c'est possible

Après des élections où ils se sont présentés divisés, partis de gauche et écologistes peuvent se rassembler autour de la révision des traités et des institutions.

gauche, les écologistes sortent vainqueurs des élections européennes. Leur bon score ne peut toutefois faire oublier ni le succès du nationalisme xénophobe porté par le Rassemblement national ni la faiblesse historique de la gauche fragmentée. Au total, les six principales formations issues de la gauche et du camp écologiste recueillent plus de 32 % des voix. C'est un résultat plus élevé qu'attendu. Et pourtant, jamais la première liste de gauche n'aura fait un score aussi faible aux européennes. Ces derniers mois, il a été répété qu'une alliance entre les gauches et les écologistes n'était ni souhaitable ni possible. Pas souhaitable, car il s'agit d'élections européennes, à la proportionnelle. L'argument était entendable. Le prix à payer en

représentants non élus n'en est pas moins élevé: la gauche aurait pu qualifier 7 eurodéputés de plus si ceux-ci avaient été sur une liste unifiée. Mais une telle liste d'union aurait-elle été possible? M. Jadot n'a-t-il pas répété que la gauche n'était pas son problème? Mme Aubry n'a-t-elle pas dénoncé l'euro-béatitude des écologistes et des sociaux-démocrates? Ceux-ci n'ont-ils pas dénoncé l'euroscepticisme des insoumis? Alors, incompatibles, les gauches? En réalité, au-delà des logiques d'appareil, les positions sont plus proches qu'on ne pourrait le croire; en particulier sur le cœur du problème: l'Europe

D'une part, les insoumis ont opéré un changement de discours depuis la présidentielle: il ne s'agit plus de quitter l'UE mais de ne pas appliquer des traités européens. C'est une évolution de taille, au moins sur le plan symbolique. D'autre part, les écologistes assument désormais la nécessité de les réviser. EE-LV a en effet proposé un traité qui ferait de la protection de l'environnement un principe supérieur à la concurrence libre et non-faussée. La proposition fait étrangement l'impasse sur la question du juste financement de la transition, mais a le mérite d'exister. Les socialistes et leurs alliés ont quant à eux proposé eux un «pacte finance-climat», qui n'est ni plus ni moins qu'une révision partielle des traités sur les questions monétaires, fiscales environnementales.

A gauche, le débat ne s'articule donc plus autour de la question de sortir ou rester dans l'UE, mais autour de la stratégie la plus efficace pour dépasser le cadre institutionnel. Ecologistes et socialistes n'imaginent pas avancer sans l'aval des institutions de l'Europe. Cette position est pour le moins difficile à défendre compte tenu des rapports de force au Conseil et au Parlement européens. Sur un domaine aussi fondamental que l'évasion fiscale, tout progrès digne de ce nom sera bloqué par les règles de vote au Conseil. Les insoumis ont esquissé une approche alternative, visant à signer des traités sociaux et fiscaux avec les pays qui le souhaitent. Mais ils n'ont pas avancé de propositions juridiques et institutionnelles dans ce sens. Pour financer les services publics, les investissements dans les énergies renouvelables, quels impôts sur les multinationales et les plus grandes fortunes faudra-t-il prélever? Quelle institution sera chargée d'en débattre? Sans proposition concrète, les discours les plus radicaux accouchent souvent des compromis les plus tièdes.

Résumons. Sur la question européenne, les principaux partis de gauche portent chacun un bout de la solution, qu'il s'agit désormais d'assembler. Dans un tel contexte, comment avancer? Dans Changer l'Europe, c'est possible (Points, 2019), coécrit avec M. Bouju, A.-L. Delatte, T. Piketty, G. Sacriste, S. Hénette et A. Vauchez, nous mettons une proposition sur la table, qui pourrait (soyons optimistes!) créer un nouveau point d'équilibre. Il s'agit



Par **LUCAS** 

CHANCEL

Enseignant à Sciences Po et codirecteur du Laboratoire sur les inégalités mondiales

d'un plan concret pour lutter contre l'évasion fiscale, tout en finançant les efforts pour la justice sociale et climatique. La nouveauté du plan est de dépasser les institutions européennes actuelles. sans pour autant en sortir, afin d'avancer avec autant de pays qui le souhaitent vers plus de justice

fiscale et écologique. S'il n'a pas été repris pendant la campagne des européennes, le projet a été soutenu par Jadot et Faure en décembre dernier (et depuis par plus de 100 000 citoyens). Le fait que ces deux chefs de partis l'aient défendu est en soi intéressant puisque la logique de dépassement des institutions européennes qui y est proposée est compatible avec les propositions portées par la gauche de la gauche. Au-delà des logiques politiciennes et des querel-les d'ego, les positions des gauches sur l'Europe semblent donc pouvoir converger. Bien sûr, un tel rapprochement ne pourra se faire que si militants et sympathisants s'en font l'écho. A ce sujet, la tentation de l'aventure solitaire séduira sans doute certains cadres écologistes. Mais ne répétons pas les erreurs du passé en pensant préparer l'avenir: sans union large, l'écologie sociale demeurera électoralement minoritaire. Les partisans d'une démocratie ethnique continueront leur marche vers le pouvoir, les services publics continueront de s'éroder et le climat finira bien

# LEIT DE MITTEN





# Foot: l'imperfection, une vertu anglaise

**Manchester City** a remporté tous les titres en Angleterre et produit un jeu magnifique. Mais le désamour perdure chez les fans.

🔰 🕽 il est vrai que la perfection n'est pas de ce monde, alors il faut croire que les Anglais ont élevé cette nécessité au rang de vertu. Une belle illustration vient de nous en être donnée après le triplé sans précédent dans le foot anglais masculin réussi par Manchester City: championnat d'Angleterre, Coupe de la Ligue et Coupe d'Angleterre.

Les experts, pour leur part, n'ont pas tari d'éloges à ce propos, s'inclinant bien bas et s'émerveillant devant les tactiques de jeu de l'entraîneur catalan de cette équipe, Pep Guardiola, comme

devant la parfaite chorégraphie exécutée par ses joueurs sur le terrain. Mais bizarrement, ce triomphe a laissé le supporter anglais lambda froid. «Man City» a beau gagner haut la main, avoir le meilleur entraîneur au monde et faire évoluer des joueurs d'exception, ce club peine à emballer le cœur du public anglais et ses supporteurs (Noel Gallagher en tête) exceptés, son triomphe semble laisser les gens indifférents.

Serait-ce parce que c'est un club riche? Rien n'est moins sûr, tous les autres grands clubs anglais ayant de gros moyens financiers. Serait-ce parce que les propriétaires du club, son entraîneur et la majorité de ses joueurs sont des étrangers? Certainement pas. tous les autres grands clubs anglais appartiennent aujourd'hui à des groupes étrangers ou basés à l'étranger et font appel à des entraîneurs comme à des joueurs étrangers.

En vérité, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, si la mayonnaise ne prend pas entre Man City et les amateurs anglais de foot, c'est parce que cette équipe est parfaite: parce que la regarder évoluer équivaut à contempler la perfection même. Car Man City, on le sait maintenant, gagne toujours logiquement et ne perd jamais que par accident. Et c'est justement ce qui dérange le sup porter anglais lambda pour qui le foot est une allégorie de la vie et pour qui une vie sans surprise ne vaut pas la peine d'être vécue ou regardée.

Pour tout dire, les Anglais se méfient de la perfection comme de la peste. Ils auraient voué un culte à l'excellence et à l'efficience qu'ils auraient d'ailleurs fait un tout autre choix en 1940, lorsque le reste du Vieux Continent se pliait à l'efficience de la machine de guerre allemande. Ce ne sont pas tant les qualités d'exception d'une équipe qui tou-

chent le cœur des Anglais, que sa capacité à les surprendre: l'exploit qui, en déjouant les pronostics, vient récompenser une lutte menée contre l'adversité. Comment expliquer sinon la joie – l'hilarité, même – qui s'était emparée de l'Angleterre il y a de cela trois ans quand Leicester City, une petite équipe donnée à 5000 contre 1, avait remporté le championnat anglais? Or la perfection de Man City rend la surprise – et, partant, l'exploit - impossible. Et sans cela le cœur anglais a du mal à s'emballer. Pardelà le respect et l'admiration qu'il peut avoir pour une équipe qui n'est pas la sienne, un supporteur anglais doit pouvoir entrer en empathie avec elle et, pour cela, espérer et désespérer avec elle, frémir et trembler avec elle, se réjouir et s'attrister avec elle. Ce que la perfection de Man City, comme la Beauté de Baudelaire «rêve de pierre», ne permet point. En ce sens, on pourrait dire que les experts qui sont aujourd'hui en pâmoison devant les trophées récoltés par Man City, et qui clament haut et fort que cette équipe dominera le foot anglais pour les dix années à venir, la desservent grandement. Comme la dessert sa victoire écrasante par six buts d'écart contre . l'équipe de Watford le 18 mai en finale de la Coupe d'Angleterre. Six buts à zéro! Vraiment! Contre Watford! C'eût été contre Liverpool, Tottenham ou Chelsea, passe encore! Mais contre Watford! Une équipe disposant de six fois moins de moyens financiers! Et pourquoi un 6-0, quand un honorable 3-0 aurait amplement suffi et contenté les deux parties?

Pourquoi humilier Watford devant 90 000 spectateurs et les télés du monde entier? Pourquoi tuer tout suspense à vingt minutes de la fin? Pourquoi ce manque de retenue, et de magnanimité? It's not cricket! Ce n'est pas du jeu! Il faut cependant croire que, programmée telle qu'elle l'est, cette équipe ne fait plus ce qu'elle doit faire: uniquement ce qu'elle peut faire. Et malheureusement pour le public, comme pour ses adversaires, elle peut aujourd'hui tout. ou presque.

Dans la Charge de la brigade légère de Tony Richardson, un film de 1968, le scénariste fait dire ceci à Lord Raglan, qui commandait le corps expéditionnaire anglais dans la guerre de Crimée, à propos de l'un de ses officiers: «Ĉet ĥomme sait plein de choses sur l'art militaire. Mais il n'a pas de cœur. Ce sera un bien triste jour que celui où notre armée sera commandée par des officiers comme lui qui sauront très exactement ce qu'ils font. Ca a un relent de crime, n'est-ce pas?»

# PERCY KEMP



Dernier ouvrage paru: La Promesse d'Hector (Les Belles Lettres, 2018)

# La finale de l'affront

En choisissant de faire jouer en Azerbaïdjan, ce mercredi soir, le dernier match de la Ligue Europa, l'UEFA se fourvoie.

a finale d'une compétition sportive est un instant de fête, de célébration, de communion au cours duquel les meilleurs parmi les meilleurs sont invités à se sublimer. A l'issue, on sait qu'il v aura des perdants inconsolables et des vainqueurs élevés en idoles. Du caractère ultradramatique naît l'ivresse du moment. Les dédaigneux qui estiment que ce déferlement confine à l'absurde sont renvoyés à la médiocrité de leurs relents mélancoliques. Les passionnées règnent en maître. Dans ce spectacle aussi magnifique que sidérant, les sportifs sont les personnages principaux autour desquels tout gravite. Pourtant, l'un des artistes sera privé de l'événement, ce mercredi pour la finale de la Ligue Europa de football qui opposera Chelsea à Arsenal. Il s'agit d'Henrikh Mkhitarvan. Il n'est ni blessé ni suspendu: il a le malheur d'être arménien tandis que le match se déroule à Bakou, en Azerbaïdjan.

Le sport et la politique nourrissent des relations complexes et parfois ambivalentes. Par sa dimension inclusive, le sport conduit des nations ennemies, qui ne se parlaient plus, à partager un moment, à se retrouver et à contribuer au renouveau entre les peuples, comme ce fut le cas lors de l'épisode de la «diplomatie du ping-pong» entre les équipes américaine et chinoise de tennis de table annonçant le renouveau des relations entre ces deux pays dans les années 70. A l'inverse, il peut servir les desseins de dictateurs désireux de s'acheter une respectabilité à peu de frais sur la scène internationale. Ilham Aliyev est de cette trempe-là. Mais lui est parvenu à s'exempter de ses obligations les plus élémentaires, à savoir que tout le monde puisse participer. Les bénéfices sans les contraintes en quelque sorte, ou l'inverse, selon d'où on s'exprime.

Les déclarations des autorités azerbaïdianaises s'empressant de signifier que les conditions seraient réunies pour qu'Henrikh Mkhitaryan puisse jouer la finale ne trompent personne. En octobre 2016, le joueur, profondément européen, avant grandi à Valence, dans la Drôme, après être né en Arménie, francophone et francophile, s'était vu interdit d'entrer sur le sol azerbaïdianais lors d'un match d'une compétition placée déjà sous l'autorité de l'UEFA. L'Azerbaïdjan avait récidivé à l'automne dernier au cours des phases de poule de la Ligue Europa dont la finale se déroulera donc à Bakou.

Cette obsession anti-arménienne, élevée au rang de propagande nationale, s'inscrit dans le refus de l'Azerbaïdjan de reconnaître le droit à l'autodétermination des populations arméniennes de l'Artsakh, plus de trente années après la guerre remportée par l'armée d'autodéfense. Quiconque connaît le sentiment empreint de haine que nourrit le régime azerbaïdianais à l'endroit des Arméniens parvient à mesurer le

# **JULES BOYADJIAN**



Président du Comité de défense de la cause arménienne

caractère insoutenable que doit représenter dans l'esprit du régime d'Aliev l'image d'un Arménien brandissant un trophée européen depuis sa capitale. De ce point de vue, l'Azerbaïdjan est dans son rôle. La position de l'UEFA est plus problématique et appelle davantage de sévérité. Non contente d'offrir une tribune médiatique à un régime placé à la 166º place sur 180 par Reporters sans frontières dans son classement sur la liberté de la presse, elle a assumé de courir le risque qu'une équipe d'une fédération, qu'elle est censée représenter, puisse être amputée de l'un de ses joueurs, pour la finale, en raison de sa nationalité. Elle s'est, en outre, fendue d'une déclaration tout à la gloire des autorités azerbaïdjanaises, soulignant que la nonparticipation du joueur était de la seule responsabilité de son club, en l'espèce, Arsenal. Comment ne pas y voir une forfaiture alors que l'instance organisatrice du football européen se revendique d'une responsabilité sociale et prétend qu'elle tiendra compte de critères relatifs aux droits de l'homme dans le processus de candidature pour l'organisation de finales de compétitions interclubs à compter de 2020 et de l'Euro à compter de 2024? D'ailleurs, avant 2024, il y aura l'Euro 2020, organisé dans plusieurs pays européens, et dont un quart de finale sera organisé à Bakou. En espérant que l'équipe d'Arménie ne parvienne pas à s'y qualifier... 🗢

Fleabag (Phoebe Waller-Bridge) ne dit jamais rien au bon moment, assume ses désirs les plus spontanés. En bas, Fleabag et sa sœur. PHOTOS AMAZON PRIME VIDEC

#### Par MARIUS CHAPUIS et JÉRÉMY PIETTE

remière image. Exposant sa nuque et son vertigineux dos nu, une trentenaire élancée en robe de soirée noire se lave les mains dans les toilettes d'un restaurant chic. Elle relève la tête pour se regarder dans le miroir et révèle un nez explosé et du sang étalé jusqu'au menton comme si elle venait de dévorer quelqu'un. Calme, digne, elle se nettoje et tend un mouchoir à une femme tout aussi ensanglantée, au sol, qui la remercie. Elle tourne la tête, regarde la caméra et le spectateur dans les yeux et dit: «This is a love story.» Oubliez les dragons et les reines prises de soudaines attaques d'hystérie, oubliez les miroirs tendus sur nos usages techno-toxiques, oubliez les sucreries eighties à base de Demogorgon. Le grand come-back série de cette première moitié d'année est l'œuvre de Phoebe Waller-Bridge, cette femme au nez pété, par ailleurs scénariste et créatrice de la plus belle série comique du moment.

Fleabag est une histoire d'amour, donc, qui habite la vieille forme de la comédie romantique, plaisir coupable par excellence, pour mieux la tirer vers le mélancolique, le tragique. Aucun doute que si elle avait débarqué sur Netflix, cette série britannique aurait connu un autre retentissement. Au lieu de quoi, cette production BBC nous est arrivée via la plateforme Prime Video d'Amazon, moins installée, et sa saison 1 est restée l'objet chéri d'un petit entre-soi d'amateurs de séries encore prêts à farfouiller pour mettre la main sur des propositions qui ne nous arrivent pas tout cuit dans la bouche.

# REGARDS CAMÉRA

Durant les deux ans qui séparent les six premiers épisodes de cette saison 2 tout juste arrivée en France, Phoebe Waller-Bridge (PWB) a changé de stature. Au succès critique de Fleabag s'est ajouté celui, populaire, de Killing Eve (BBC America, et Canal + en France), revisitation sérielle du genre espionnage passé à la moulinette, suffisamment marquante pour que Daniel Craig exige de Waller-Bridge qu'elle s'empare du script du prochain Bond pour le remanier. A 33 ans et une gouaille solaire qu'elle conserve même en rapportant les pires horreurs, PWB s'est taillé une place de choix dans le laboratoire branché des Lena Dunham (Girls), Frankie Shaw (Smilf), Ilana Glazer et Abbi Jacobson (Broad City) et Michaela Coel (Chewing Gum), auteures-interprètes à qui l'on laisse enfin l'espace pour exprimer leur sexualité en full frontal.

La femme sans nom de Fleabag ne dit jamais rien au bon moment, assume ses désirs les plus spontanés, porte ses habits comme autant de mues et commet des erreurs, voilà qui la rend terriblement humaine. En plus de devoir encaisser les nombreux «ne fais pas ton intéressante l» d'une famille qui la soupçonne même d'être trop «rayonnante» le jour d'un enterrement. Phoebe Waller-Bridge, souvent confondue avec son personnage, insiste sur le fait que la série n'est pas auto-



Grand succès outre-Manche, l'excellente série écrite et interprétée par Phoebe Waller-Bridge dépeint les névroses d'une femme délicieusement sarcastique, en quête d'amour. Alors que la seconde saison arrive en France, Canal + s'apprête à diffuser un remake de la première, avec Camille Cottin.

biographique. Elle précise en janvier à Vogue: «Je me suis laissé inspirer par le cynisme de mes 20 ans auquel j'ai ajouté une colère incontrôlable, violente et féminine.» Fille de bonne famille, PWB confesse volontiers avoir galéré en sortant des arts dramatiques et s'être attaquée à l'écriture d'abord pour se tailler des rôles sur-mesure. Après être apparue en avocate dans la saison 2 de Broadchurch, elle écrit et interprète en 2015 Crushing, sorte de post-Friends cradingue. Avant de convertir son one-woman-show Fleabag en série pour la BBC.

Le cœur vibrant de Fleabag, c'est d'abord ses mécaniques de regard caméra doublées d'adresses au spectateur qui confèrent une voix unique au personnage interprété par PWB, mélange de cynisme désabusé et de commentaires outranciers normalement réservés à la «meilleure copine». A nos yeux avides, la saison 1 livrait en pâture les coulisses de la vie d'une jeune preppie aux mœurs libé-

rées et sans illusion, qui se noyait dans ses difficultés à faire le deuil de sa mère et de sa meilleure amie disparue en la laissant seule en charge d'un café londonien à la gloire des cochons d'Inde. Le spectateur, complice, la voyait enfiler les masques au gré des rencontres, se régalait de ses commentaires live et outranciers de sa nuit avec un mec de passage, de la généreuse sodomie qu'elle lui accorde à un réveil rendu surtout douloureux par le ton insupportablement attendri d'un type beau comme un dieu.

On aurait pu penser à jamais écaillées les bonnes vieilles ruses des regards caméra, utilisées jusqu'à ce que mort s'ensuive par House of Cards et The Office, ou, dans une histoire plus ample du cinéma, disons, par les A bout de souffle, Monika et autres The Big Short... Parfaitement assimilé par Phoebe Waller-Bridge, ce dispositif riche en discours à double fond est systématisé par un personnage dont les adresses fonctionnent comme

autant de béquilles pour ne pas chuter. Plus qu'elle ne se parle à elle-même en sollicitant la connivence du spectateur - «J'avais envie d'un verre...» («et d'un curé», ajoute-t-elle pour nous faire rire) -, Phoebe Waller-Bridge se fait interprète et commentatrice de ce qui vient de (ou ce qui va) se passer. Ainsi, lorsqu'elle présente une peinture de sa bellemère honnie, elle refrène une anecdote en répétant, face caméra, «ne le dis pas», avant de lâcher à son interlocuteur: «Elle a eu un orgasme en l'achevant» et de revenir à nous avec un «je l'ai dit».

# **ÉLÉMENT PERTURBATEUR**

La conclusion de la saison 1 laissait aussi entrevoir que ces instants d'intimité partagés avec le spectateur étaient très contrôlés par le personnage qui n'y délivrait ses sentiments qu'au compte-gouttes. Le dispositif narratif apparaissait en outre comme une représentation de l'espace mental du personnage. une zone de dissociation utilisée à des fins protectrices. Cette saison 2 se recentre sur ses relations avec sa famille restreinte, complexée et toxique, que l'on retrouve autour d'un dîner destiné à annoncer le mariage du père et de la belle-mère honnie (Olivia Colman, également dans Broadchurch, multi-récompensée pour la Favorite et ici délicieusement vénéneuse).

L'occasion d'introduire le prêtre chargé de l'union qui agit comme élément perturbateur. Interprété par Andrew Scott (le Moriarty de Sherlock), cet homme d'église beau comme un diable et peu orthodoxe par sa liberté de ton «fuck you» est un des premiers mots qu'il laisse échapper – devient le point de fixation de la jeune femme, magnétisée au point que



# DU SAC À PUCES À «MOUCHE»

En plus de sa diffusion sur la plateforme Prime Video d'Amazon, la série de Phoebe Waller-Bridge a droit à un remake français qui débute lundi 3 juin. Partant du constat que «le grand public n'avait pas vu Fleabag», les directeurs de la fiction chez Canal+ expliquent dans le dossier de presse probablement réalisé sous crack que «doubler la série pour lui offrir une audience plus large n'avait pas de sens» Le sac à puces originel (traduction de «fleabag») devient donc Mouche, et Camille Cottin (la Connasse Dix pour cent...) a l'impossible charge de faire oublier Phoebe Waller-Bridge. Tout bonnement intenable pour qui a vu l'original, ce copié-collé francisé (une masturbation honteuse devant Hamon à la place d'Obama) a le mérite de se reposer sur un original sublime. M.C.



cette rencontre fait trembler son paysage intérieur. Se jouant de l'aspect «trop gros pour ne pas sembler casse-gueule» de ce ressort scénaristique, l'irruption d'un tel objet de désir amuse en répétant à l'extrême le schéma de la parade amoureuse condamnée à l'avance, qui se jouait et rejouait durant la saison précédente, tout en offrant au personnage une porte de sortie toute trouvée si elle échoue à dévergonder un homme qui a fait vœu de célibat. Cette pulsion consiste à faire sauter l'ultime verrou ou, mieux, «à baiser Dieu», comme lui suggère sa psy, s'intégrant parfaitement à cette image de fouteuse de

merde que sa famille n'a de cesse de lui coller en la sommant de rester à une place vertueuse, déjà prise par sa grande sœur.

# POINT D'ANCRAGE

Mais l'extrême beauté de cette peinture d'une relation qui ne saurait advenir, c'est qu'elle se double d'une quête intérieure, spirituelle sans être forcément divine, à laquelle ni nous ni le personnage ne s'attendait. La jeune femme «cupide, perverse, égoïste, insensible, cynique, dépravée et inique» (c'est elle qui le dit) étant en réalité en quête d'un équilibre. En bonne funambule, l'héroïne élève son sens de

l'aparté théâtral en un art tentaculaire et vertigineux jusqu'à remettre en question sa place dans la série. Lors d'une séance chez le psy offerte par son père, la jeune femme se met effrontément à nue, comme pour dire qu'elle n'en a pas besoin vu son haut degré de conscience de ses défauts. Malaise lorsque la thérapeute lui demande si elle a des amis et qu'elle répond à notre égard: «Oui, ils sont toujours avec moi.» En faisant basculer le ressort comique dans le registre de la psychose, la scène opère une passionnante renégociation des termes de l'introspection. La petite voix marrante pourrait en réalité n'avoir rien

de drôle et constituer un immense appel à l'aide. La même scène pouvant au contraire être lue comme une magnifique déclaration extralucide d'un personnage qui se confond avec sa créatrice et sait qu'il y aura toujours quelqu'un derrière l'écran pour écouter son histoire. D'autant plus lorsque ce prêtre qu'elle ne peut plus quitter des yeux la questionne sur ses moments d'absences à répétition – «Où étais-tu partie? Tu avais la tête *ailleurs...»* – et qu'il regarde à son tour dans notre direction. Ce temps suspendu durant lequel la jeune femme avait pris l'habitude d'interrompre la fiction pour nous parler est soudain assiégé par un autre personnage. Qui plus est un homme de foi, qui petit à petit va venir déplacer les épanchements de la jeune femme des parois de l'écran à celles de son confessionnal. Là, elle trouvera enfin et sans l'anticiper un véritable refuge pour vider son sac en bonne et due forme.

Si l'on pouvait se demander où Phoebe Waller-Bridge irait avec cette seconde saison aux innombrables circonvolutions existentielles, ce n'est sûrement pas pour finir sur le parvis d'une église, ni pour se tourner vers un divin qui n'a de cesse d'intervenir en micro-saillies comiques façon Poltergeist. Ce qu'elle trouve, c'est un point d'ancrage, une personne vers qui concentrer un regard qui n'avait de cesse de se disperser. Ce qu'elle trouve, c'est le sentiment amoureux, entier, qui ne laisse place à aucune autre distraction. Une relation à double sens, forcément meilleure que celle à sens unique qu'elle cultivait avec nous.

**FLEABAG** saison 2 de et avec PHOEBE WALLER-BRIDGE Sur Amazon Prime Video. Né en 1954, le gros lézard au souffle atomique n'en finit pas de dévorer les écrans, ici pour la trentetroisième fois. PHOTO

# «Godzilla II», créatures à la noix de kaijûs

Malgré un budget monstre, Michael Dougherty se perd dans une débauche d'effets sans charme et un sous-texte politique douteux.

u haut de ses 150 mètres bien tassés, trois fois plus monstrueux que lorsqu'il apparut pour la première fois en 1954 sous la houlette du cinéaste japonais Ishirô Honda, Godzilla refait surface sur nos écrans pour la trente-troisième fois. Suite du reboot de 2014 réalisé par Gareth Edwards et qui a laissé cette pauvre San Francisco sous les décombres, Godzilla II: roi des monstres décroche ici un budget es-

timé à 200 millions de dollars. La franchise Monster-Verse de la Warner (responsable aussi du massif Kong: Skull Island en 2017) n'a pas fini de faire revivre sous les explosions de dollars et d'essais nucléaires le gros lézard au souffle atomique –un prochain affrontement étant déjà programmé pour 2020 contre «Mister Kong».

**Bio-sonar.** Un peu comme au bon vieux temps des *kaijû eiga* («cinéma de monstres») avec leurs déclinaisons infinies de combats apocalyptiques entre forces géantes de la nature (*Godzilla*, *Ebirah et Mothra*: *Duel dans les mers du sud* en 1966), le nucléochimérique Godzilla va cette fois encore devoir sortir de

son terrier aquatique, tout de lumières vêtu, pour se frotter - ou s'associer, selon les divers retournements de situations – à de vieux potes, tout aussi Titans que lui, le fameux Mothra – le papillon géant qui a eu sa part de films-, le maxi-ptérosaure Rodan, ou encore et surtout l'ennemi juré à trois têtes dragonesques, appelé selon les desiderata «Mâle Alpha» ou «Faux Roi» - mettonsnous d'accord au moins sur un nom: Ghidorah.

Sous les attraits de ces prises de bec gigantesques visant à évaluer qui a la plus grosse pour mieux se la coincer en s'asseyant sur le trône dévolu au roi de la superespèce, apparaît à gros traits une fable écolo-malthusienne. Parmi les forces en présence,

l'agence crypto-zoologique Monarch - dont le Dr Emma Russell (Vera Farmiga) et le Dr Serizawa sont les opérateurs - qui étudie la place de ces Titans dans le monde et tente de communiquer au moyen d'un bio-sonar permettant de comprendre les agitations de ces créatures, voire de leur intimer quelques directions. Face à elle, d'autres pensent au contraire qu'il serait bon de laisser les clés du monde à ces dieux vivants, car après tout, il faut bien l'avouer, nous n'avons pas su en faire grand-chose.

Bons toutous. Réalisé par Michael Dougherty (auteur de Krampus et scénariste sur Superman Returns ou X-Men: Apocalypse), ce Godzilla-là surenchérit côté

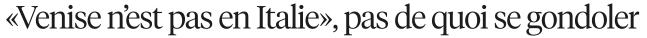
rayons lasers et batailles abrutissantes dans un univers de déréalisation totale, où nous n'arrivons pas à saisir comment des êtres humains arrivent encore à survivre dans un monde aussi secoué. De quoi ont-ils peur? Que font-ils au quotidien, dans l'attente que les Titans un jour ne ressurgissent? Tout explose, rien ne respire. Dougherty ne sait même pas lui-même quoi faire de ses super-monstres: les chouchouter comme de sublimes antiquités aptes à restaurer l'équilibre naturel d'un monde au bord du dérèglement (climatique, politique, moral) ou simplement les solliciter en bons toutous militarisés, Godzilla est mis sur on ou off, au bon vouloir d'un esprit humain définitive-

ment lunatique, donc profondément cruel.

Plus troublant encore, ce King Ghidorah en boss de fin, qui se retrouve fissa considéré comme une anomalie, l'ultime menace venue de l'espace. Un alien (un étranger?) qui pourrait mettre en péril la survie de toute espèce. Le monstre étend ses ailes au loin, au-dessus d'un volcan – au premier plan, un crucifix. Les bondieuseries faussement dissimulées de l'Amérique ont fini de nous surprendre.

JÉRÉMY PIETTE

GODZILLA II, ROI DES MONSTRES de MICHAEL DOUGHERTY avec Vera Farmiga, Kyle Chandler, Millie Bobby Brown... 2 h 12.



Arpentant sans souci d'originalité les terres archi labourées de la comédie sociale, Ivan Calbérac suit une famille de prolos en vacances dans un road-trip épuisant.

ncore combien de kilomètres?» geignent tous les enfants du monde en voiture, saucissonnés par leur ceinture de sécurité pendant les longues heures de route. Comme ces innocentes petites têtes blondes, nous voici donc ici à suffoquer sur notre siège, coincés sur l'autoroute AI du navet dans d'interminables embouteillages de punchlines gênantes, transformant en cauchemar ce qui devait être le chemin des vacances. Non qu'on soit rentrés dans la salle



Les Chamodot et leur caravane qui tombe à plat. STUDIOCANAL

avec la naïveté d'attendre de ce Venise n'est pas en Italie qu'il nous propulse dans des contrées inexplorées de la comédie sociale française, mais qui pouvait s'attendre à ce qu'il en laboure à ce point les mêmes terres, déjà ravagées par le Roundup du LOL-marketing?

Le film d'Ivan Calbérac est un roadtrip. Et plus exactement une course contre la montre qui doit mener Emile Chamodot, jeune fils de prolos épris de Pauline, fille de bourges, jusqu'à Venise, où sa douce l'a invité à son concert de harpe. Comme on est chez les pauvres – ces «bons bougres» qui font des pets-flamme mais savent s'aimer pour de vrai – les valeurs de solidarité bafouées par les riches pousseront la famille Chamodot à aider l'ado dans son projet amoureux, sans mesurer à quel point ce petit ingrat d'Emile cultive une honte sociale envers elle (mais pas pour longtemps, rassure toi, spectateur! C'est aussi un roman d'apprentissage). Et voici donc la «famille de ouuuuf», tripotée de «taréééés» – on crie beaucoup sur la route – lancée en caravane vers les terres du Tintoret.

Entrouvrant la fenêtre du véhicule en quête d'un peu d'air frais, le spectateur verra défiler à toute blinde dans le paysage les silhouettes d'un nombre incalculable de films – et pas que des grands – dont le cinéaste semble ramasser les restes et les vider dans la gamelle du chien: du Little Miss Sunshine avec

un fond de veau facon le Goût des autres et la goutte de sueur de 24h Chrono. Car il s'agit toujours d'accélérer dans ce Venise n'est pas en Italie (pointe à moto, sprint le long des calle...): rien n'arrête la détermination de la fraternité et de l'amour, et surtout pas la violence symbolique des puissants qui vomissent Bourdieu - le papa de Pauline, chef d'orchestre, est très très méchant. Cette histoire de chronomètre, finalement, offre une juste allégorie du rapport que le film noue avec son public, en cavalant comme un dingue pour nous supplier de rire - sans s'apercevoir qu'on s'est endormi au restoroute.

EVE BEAUVALLET

**VENISE N'EST PAS EN ITALIE** d'IVAN CALBÉRAC avec Benoît Poelvoorde, Valérie Bonneton...



# 

# «Le Fils», deuil pour œil

Volontairement dépolitisé, le documentaire d'Alexander Abaturov montre l'embrigadement de recrues russes dans des unités spéciales.

e son immersion de deux ans parmi les troupes de la Spetsnaz, unité d'élite de l'armée russe, le documentariste Alexander Abaturov n'a pas souhaité tirer d'enquête sur les dessous des conflits qui disloquent son pays. Hommage à un cousin militaire long métrage tient plutôt du pèlerinage: le filmeur y revient sur les pas du parent défunt en se fondant dans le quotidien de ses frères d'armes, sans chercher à élucider l'indéterminé.

Spectres. Le film montre ainsi la Spetsnaz, somme de soldats juvéniles et conquérants, s'entraîner à combattre un ennemi jamais désigné. ou commémorant les cama rades disparus dans des affrontements datés, mais dont on ignore les lieux et les circonstances. Russe de naissance, Abaturov choisit de ne pas prendre en charge les enjeux politiques de ces combats qu'il ne nomme pas l'Ukraine ensuite) et dont on ne peut que deviner les spectres. Comme s'il ne s'agissait pas d'en saisir les complexités propres, mais de les renvoyer à leurs liens de parenté élémentaire: les vies qu'elles arrachent et le désespoir qu'elles sèment. La guerre apparaît ainsi inscrite dans une généralité hors-sol, une abstraction qui n'appelle aucune caractérisation. Aux journées austères de l'escouade, scandées de rituels belliqueux, le réalisateur juxtapose celles de sa propre famille endeuillée. Cette peinture du deuil, élaborée dans la sphère privée, dialogue avec le portrait d'une Russie militariste dans un va-etvient insistant : la vitalité des

sanctifié.

soldats, fiers de faire groupe, répond cruellement à l'isolement de la mater dolorosa. Le Fils du titre, victime collatérale d'une société qui inculque à ses jeunes l'amour de l'armée, y apparaît comme

Réserve. Ces images, trop personnelles pour communiquer leur blessure en dehors du cercle intime, ou trop universelles pour ne pas se dissoudre dans le lieu commun (commando filmé tel une armée de clones en rang

d'oignons, sessions d'entraînement en forêt, manœuvres dans la boue...), semblent toujours implacablement familières, figées dans l'éternité des représentations du deuil et de la guerre, sans qu'il ne soit permis de les redécouvrir sous un jour singulier. Ouoique soucieux d'exhiber l'endoctrinement des jeunes recrues (qui récitent au saut du lit le pouvoir de perforation d'une AK47), le regard d'Abaturov s'astreint souvent à une approche illustrative, comme dénuée d'une quelconque volonté d'interroger la réalité qu'il enregistre -ou peut-être contraint d'adopter une réserve prudente face à des services de sécurité intérieure dissuasifs. L'ordinaire de la violence ainsi ébauchée ne suscite iamais le sentiment de révolte attendu, dilué dans l'impression de constat résigné qui émane de ces visions immuables

SANDRA ONANA

LE FILS d'ALEXANDER ABATUROV (1h11)



Pseudo-biopic d'Elton John, le film de Dexter Fletcher accumule réalisation tapageuse et message moralisateur sur fond de tubes planétaires.

ixit un «Bernie Taupin» au maximum de la fadeur (incarné par Jamie Bell, acteur gris par excellence), les yeux éblouis par sa première fête californienne chez Mama Cass: «I heard Dylan is out there somewhere.» Spoiler: Dylan n'est pas dans Rocketman. Pas plus que The Mamas & the Papas, les seventies, la musique décente, ou Elton John luimême. En lieu et place du biopic attendu, cet enchaînement de passages obligés (enfance, ascension, rédemption) et de numéros de comédie musicale inspirés par la vie



En Elton, Taron Egerton en fait des tonnes. PARAMOUNT PICTURES FRANCE

du flambovant chanteur britannique avant son anoblissement, soumet d'une part à nos sens un infernal juke-box audiovisuel – Dexter Fletcher, qui a terminé Bohemian Rhapsody au pied levé, réalise, pendant que Matthew Vaughn produit. D'autre part, il est doublé d'un très désagréable spot de prévention contre la consommation de substances dont le seul but semble être d'amender - voire corriger, façon père Fouettard - le rock comme culture et mode de vie.

Mécaniquement singé par un Taron Egerton dont on ne saura jamais si l'antipathie intense qu'il inspire est un raté ou un très subtil acte de sabotage, «Elton John» pousse la chansonnette dans la limite de ses capacités et chouine inlassablement dans ses costumes over the top contre tout le mal que sa maman, son papa, son manager, le succès, l'argent et même sa cocaïne lui font, pendant que lui n'aspire qu'à embellir le monde de ses grandes chansons et, bien entendu, à être aimé.

Au-delà de l'indécente hypocrisie qui s'affiche, Rocketman est éprouvant d'un bout à l'autre pour sa tapageuse insipidité (une invention esthétique exclusive de notre époque sur laquelle il faudra un jour revenir) et sa manière odieuse de traiter l'histoire - par-dessus la jambe. Au regard du succès ahurissant du biopic sur Queen dont il intensifie la plupart des éléments, le tabac est indéniablement assuré.

OLIVIER LAMM

ROCKETMAN

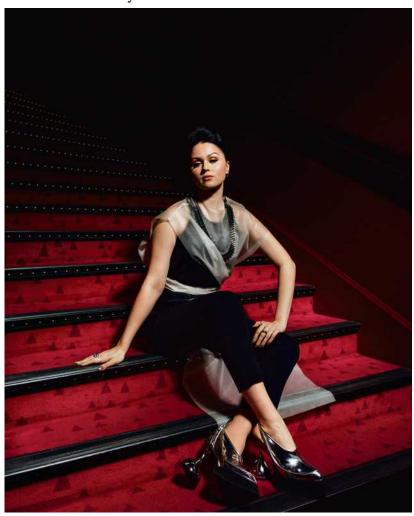
de DEXTER FLETCHER avec Taron Egerton, Bryce Dallas Howard, Jamie Bell... 2h01.





# Cabaret sauvage

**Viktoria Modesta** Cette chanteuse unijambiste lettone au charme hypnotique et féministe est la nouvelle tête d'affiche du Crazy Horse.



uand le Crazy Horse l'a contactée, Viktoria Modesta a d'abord hésité. Certes, le célèbre cabaret parisien est prestigieux et réputé pour son chic, mais il n'en demeure pas moins un brin sulfureux, ou en tout cas, sexuellement connoté. Et si y jouer les têtes d'affiche compromettait sa réputation? «Au final, c'est précisément à cause de ce questionnement que j'ai décidé de le faire. Pour affirmer qu'on peut

être une femme intelligente, forte, et assumer sa part féminine, sexuelle», scande l'artiste et mannequin de 31 ans. Et de poursuivre: «Quand on est une femme en-

trepreneure, qui gère elle-même son art, sa création, on laisse parfois de côté la sensualité.»

Sans doute n'est-elle pas consciente de ce qu'elle dégage, délicatement assise dans la chaleur orangée du petit bureau du fondateur du Crazy Horse. Silhouette gracile, coiffure de pin-up, battements de cils hypnotiques, teint de porcelaine savamment entretenu... Elle semble taillée pour charmer un public venu admirer une certaine image de la féminité, incarnée par des corps aux proportions gravées dans le marbre depuis la création des lieux, en 1951. De leur taille (entre 1,68 m

et 1,73 m) à la distance entre leurs tétons (21 cm), en passant par l'écart entre leur nombril et leur pubis (13 cm), Alain Bernardin, patriarche aujourd'hui décédé, avait tout codifié, Et rien n'a bougé. Ou presque: les danseuses demeurent engoncées dans un moule rigide, mais les têtes d'affiche, elles, n'ont de cesse de venir bousculer les codes du milieu.

Dans son genre, Viktoria Modesta fait figure de bulldozer: unijambiste, cette performeuse, habituée des scènes underground londoniennes, aux doigts ornés de bagues rock qui clinquent bruyamment sur sa tasse de thé, a fait de

sa prothèse un accessoire assumé et à part entière de son art. Le temps d'une trentaine de représentations, elle sera au Crazy Horse une femme «bionique». Ce jour-là, elle s'amuse de porter une fausse jambe «inspirée par Matrix», rappel déjanté de son collier en acier futuriste. Avant elle, d'autres fortes têtes sont venues dépoussiérer l'image des lieux, de la papesse du burlesque Dita Von Teese en 2006, à Conchita Wurst, improbable cantatrice barbue sacrée à l'Eurovision en 2014, en passant par l'actrice et princesse canaille Clotilde Courau. En recrutant Viktoria Modesta, Andrée Deissenberg, directrice

de la création, espère montrer «qu'une fille amputée peut nous faire rêver». Mais gare à ne pas réduire la belle à sa prothèse, ou à une simple caution diversité: «Ce qui m'a séduite, c'est son univers, sa créativité, et surtout son discours, en particulier sur les femmes», vante Deissenberg. L'intéressée, elle, se revendique féministe sans sourciller, et entend par là réfuter toute «vision monolithique des femmes». Elle détaille: «Je crois à la liberté. L'essentiel, c'est que les femmes puissent affirmer leurs choix, composer leur propre équilibre de ce qu'elles veulent être.» Elle, la femme «bionique», artiste pop, férue de nouvelles technologies, conférencière à ses heures, et désormais meneuse de revue, revendique une savante combinaison de «force et de vulnérabilité». Née en Lettonie en 1988, Viktorija Moskalova, de son vrai nom, est l'unique enfant d'une coiffeuse et d'un «architecte manqué». Un accident lors de l'accouchement laisse sa jambe gauche sévèrement endommagée, sans que ses parents en soient informés. On ne leur présente leur fille que cinq jours plus tard, en recommandant un placement en orphelinat. Ils refusent. Elle passera son enfance entre l'école à domicile et les hôpitaux, où elle subit maintes opérations.

Gloutonne de Disney et de films hollywoodiens, la gosse rêve d'une «vie excitante», se persuade que, comme dans les contes, les Cendrillon peuvent s'élever, «Récemment, mon conjoint

(«sorcier d'Internet») plaisantait en me disant que j'étais quelque part entre la petite sirène, Demi Moore de Striptease, et Prodigy, le tout premier disaue aue i'ai acheté, à 11 ans», sourit-elle. Elle chérit sa mère qui l'a «sauvée de la morosité», aurait fait n'importe quoi pour qu'elle soit heureuse, y compris colorer sa tignasse en rouge, pendant sa période Prodigy. Le père, lui, «homme traditionnel

## 25 février 1988

Naissance à Daugavpils (Lettonie). 2000 Arrivée à Londres. 2008 Amputée de la jambe gauche. Du 3 au 16 juin 2019

Sur scène au Crazy Horse à Paris (VIIIe arrondissement).

 $d'Europe\,de\,l'Est>,$  s'implique assez peu dans l'éducation. A 12 ans, sa famille débarque à Londres. Dégringolade. Viktoria rentre à l'école, y découvre les moqueries et le harcèlement de ses camarades, sur son anglais balbutiant ou sa «drôle de démarche». Alors, la petite frondeuse se réfugie dans les clubs alternatifs de la capitale britannique, auprès de gens plus âgés. «J'avais trouvé des niches où les gens pouvaient revendiquer des identités inhabituelles», s'extasie-t-elle. Première révélation.

A 15 ans, par hasard, elle entend parler de la mannequin et athlète handisport américaine Almee Mullins. Doublement amputée à 1 an, elle défile pour le couturier Alexander Mc-Queen avec des prothèses en frêne sculpté, est choisie par l'artiste Matthew Barney pour apparaître dans son cycle de films Cremaster. Deuxième révélation: «Le corps peut être un objet d'art.» Fascinée, l'indépendante commence à rêver d'un destin similaire, à la différence qu'elle n'aimerait pas être la «muse d'un homme». Son corps, son choix. L'idée de se débarrasser de cette jambe qui lui cause tant de tracas fait son chemin. Mais il lui faudra attendre l'âge de 20 ans pour trouver un chirurgien qui accepte de l'amputer sous le genou. La prothèse intègre naturellement son identité, et par la même occasion. son univers artistique. Comme une évidence.

Quatre ans seulement après son amputation, en 2012, elle se produit lors de la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques de Londres, grimée en reine des neiges à la jambe mi-diamant, mi-robot. Dans la foulée, le clip de sa chanson Prototype caracole à près de 12 millions de vues. Elle s'y affiche tour à tour avec une prothèse bijou, lumineuse, ou pointue comme un pic à glace. Voire sans artifice, dénudée, et au lit avec deux partenaires. Puissante, charismatique, sexy.

Dans le regard des autres pourtant, elle sent parfois une gêne, qu'elle impute à un «tabou sociétal» autour de la sexualité des gens «vieux, gros, ou tout simplement différents». Sur cette différence qu'elle ne qualifie pas de handicap, elle discourt peu, préfère «montrer l'exemple». Désormais installée à Los Angeles, elle dit rêver d'un appel d'air général, qui viendrait bousculer la société comme la politique, trop «ankylosées». Pour l'insuffler, elle verrait bien Alexandria Ocasio-Cortez, nouvelle sensation du Parti démocrate américain en lice pour le Congrès. Constate, d'un coup, qu'elle «cite beaucoup de modèles féminins». N'en serait-elle pas un, elle aussi?

Par VIRGINIE BALLET Photo MARIE ROUGE